



Millénaire3

le Centre Ressources Prospectives du Grand Lyon

Le milieu de la solidarité internationale dans la métropole lyonnaise

Rapport final



7 décembre 2006

Nova7

NOVA 7

Technopole Lyon Ouest
1438 route du Puy d'Or
F - 69760 Limonest
tél : +33 (0)4 78 47 51 11
web : www.nova7.fr



Sommaire

Rappels méthodologiques	3
L'essentiel	5
Introduction : peut-on parler d'un milieu métropolitain de la solidarité internationale ?	9
1 Contexte et principes de fonctionnement de la solidarité internationale....	11
1.1 Des crises de plus en plus complexes et de plus en plus coûteuses.....	11
1.2 De nouvelles valeurs clés : responsabilité et réciprocité	12
1.3 Un changement de posture des collectivités dans le champ de la solidarité internationale	13
1.4 Une nouvelle organisation et un nouveau rôle pour les OSI	14
1.5 Les principes de fonctionnement du système à l'échelle locale	15
2 Décryptage du système de la solidarité internationale à Lyon.....	16
2.1 Les OSI au coeur du système.....	16
2.2 Coopérer entre OSI pour être plus efficaces	19
2.3 Capitaliser les expériences et échanger les bonnes pratiques	21
2.4 Des fragilités du système lyonnais à prendre en compte	22
3 L'ancrage de la solidarité internationale dans la métropole.....	26
3.1 S'appuyer sur la métropole comme un socle territorial	27
3.2 Valoriser localement l'engagement international	36
4 Quelles complémentarités possibles avec Genève ?	41
4.1 Un système puissant de solidarité internationale basé à Genève	41
4.2 Comment Lyon peut profiter de la proximité avec Genève ?.....	44
5 Synthèse du diagnostic et recommandations stratégiques	47
5.1 Bilan du fonctionnement des axes ❶ et ❷	47
5.2 Bilan du fonctionnement des axes ❸ et ❹	48
5.3 Recommandations stratégiques	49
6 Conclusion : quelle stratégie pour la collectivité ?.....	50
Annexes	54
Entretien avec Rosemarie Di Donato, coordinatrice de Resacoop	54
Entretien avec Louise Lassonde, secrétaire exécutive de l'Agence de Solidarité Numérique	60
Entretien avec Benoît Silve, directeur de Bioforce.....	65

Rappels méthodologiques

Les objectifs de l'étude

Un nombre croissant d'indices laisse penser qu'un véritable « milieu » de la solidarité internationale est en train de prendre forme à Lyon. Outre les différentes Organisations de Solidarité Internationales (OSI) basées dans la métropole, l'on peut remarquer la présence de grands organismes de coopération internationale (CIRC, OMS...), le rôle actif des collectivités locales en matière de coopération décentralisée, l'engagement de certaines entreprises notamment dans le domaine de la santé, la vitalité des dispositifs artistiques interculturels (festivals et autres événements...), la politique des grands forums (G7, Dialogues pour la Terre,...), la mobilisation des acteurs du commerce équitable, le travail des universités et même l'implantation à Lyon du Groupement Interarmées Civilo-Militaire !

Mais est-ce que l'agglomération de ces acteurs impliqués de près ou de loin dans la solidarité internationale constitue pour autant un milieu métropolitain, capable d'impulser des logiques de coopération, d'enrichir la métropole en l'ouvrant sur le monde, de renforcer son rayonnement et son influence, et ainsi de témoigner d'un positionnement et d'un engagement politique fort dans ce domaine ?

Telle est la problématique de cette étude où nous chercherons à :

- valider l'existence d'un milieu métropolitain, le décrire (liens entre les acteurs, montée en puissance des acteurs...) et évaluer son niveau de structuration et de développement ;
- comparer son fonctionnement avec le milieu genevois et étudier les complémentarités ou les rivalités qui peuvent exister entre les deux métropoles sur ce thème.
- identifier les facteurs qui permettraient de dynamiser le milieu lyonnais, renforcer son fonctionnement partenarial et accentuer son rayonnement.

La méthodologie de l'étude

Cette étude s'appuie sur :

- Des recherches documentaires (centre de ressources Millenaire3, rapports d'activité d'OSI, travaux d'experts, compte rendus de conférences...)
- Des entretiens en face-à-face avec des responsables de différentes organisations impliquées dans des projets de solidarité internationale (voir liste ci-dessous). Ces entretiens avaient pour but de comprendre la logique de fonctionnement de la structure et d'identifier ses partenaires sur

l'agglomération. Trois de ces entretiens particulièrement intéressants sont retranscrits en annexe.

Organisation	Personne rencontrée
Resacoop	Mme Di Donato (coordinatrice)
Handicap International	M Loiacono (chargé du positionnement institutionnel)
Arcades International	M Mabiala (président)
Triangle Génération Humanitaire	M Lombart (salarié)
Equi'sol	M Papelard
Région Rhône Alpes	M Chiaverini (responsable de la coopération décentralisée)
Bioforce	M Silve (directeur)
Agence de Solidarité Numérique	Mme Lassonde (secrétaire exécutive)
Groupeement Interarmées de Coopération Civilo-Militaire (GIACM)	Lieutenant-colonel Eric Féquant Colonel Bordet
Grand Lyon	M Peyretti (responsable de la coopération décentralisée)

Les limites de l'étude

Cette étude ne constitue pas un recensement exhaustif des acteurs de la solidarité internationale à Lyon, de leurs activités et de leurs modes de fonctionnement. Le milieu de la solidarité internationale est, entre autres, composé d'un très grand nombre de petites structures, hétéroclites, fonctionnant sur le mode du bénévolat et en perpétuel mouvement qui n'ont pas été analysées en détail. L'attention a d'abord porté sur les acteurs qui possèdent une taille, des compétences et une force d'action suffisantes pour jouer un rôle pivot dans le fonctionnement d'un milieu métropolitain. Quelques unes de ces grandes organisations structurantes ont ainsi constitué le point de départ de notre étude, puis, pour repérer d'autres acteurs et d'autres projets nous avons adopté la méthode de la « boule de neige » en demandant à chaque fois à nos interlocuteurs de nous indiquer un ou plusieurs autres structures avec lesquelles ils coopéraient.

Cette méthode nous a ainsi conduit à délimiter le milieu de la solidarité internationale sur la base des dires mêmes des acteurs centraux de ce milieu. Peut être que cela nous a conduit à omettre des pistes intéressantes et prospectives d'élargissement du milieu à d'autres acteurs ? Peut être aussi que c'était la meilleure manière de définir ce qui constitue un milieu : un ensemble d'acteurs qui sont capables de se citer entre eux comme partenaires ou partenaires potentiels.

L'essentiel

La métropole, échelle pertinente en matière de solidarité internationale

L'on assiste aujourd'hui en même temps à une complexification des crises humanitaires et à l'émergence d'une nouvelle éthique de la solidarité internationale et de l'aide au développement.

- Cela conduit à un mouvement de **professionnalisation** des acteurs de l'humanitaire et de la solidarité
- Cela renforce la visibilité et la légitimité des plus grosses Organisations de Solidarité Internationale
- Face aux crises et aux projets de développement, cela accroît la nécessité de mobiliser des **compétences nouvelles et variées** et donc de **travailler en partenariats**.

En clair, il s'agit d'un contexte d'action qui met l'accent sur les **enjeux de coopération et d'apprentissage collectif** entre acteurs de la solidarité internationale.

Le **territoire métropolitain** répond particulièrement bien à ces besoins de proximité et d'agglomération et constitue donc une échelle pertinente pour organiser le fonctionnement de ces acteurs et faire émerger des projets efficaces. En outre, le rôle des **collectivités locales**, et des **villes** en particulier, s'affirme de plus en plus dans ce champ de la solidarité internationale (**coopération décentralisée**).

Les atouts de Lyon pour se constituer en pôle de solidarité internationale

Riche d'un vivier important d'acteurs de la solidarité internationale, la métropole lyonnaise accueille aussi un certain nombre d'acteurs qui occupent une **place pivot et transversale** et qui ont de fait une **fonction structurante et de mise en visibilité du milieu de la solidarité internationale**. Parmi ces acteurs pivots et transversaux figurent principalement :

- **L'Institut Bioforce Développement** : école de l'engagement humanitaire fondée en 1983 par Charles Mérieux, elle propose des formations longues et courtes aux professionnels de l'humanitaire comme à ceux qui voudraient s'engager dans l'humanitaire. 300 personnes passent chaque année par Bioforce dont un tiers d'étrangers.
- **GIP-Resacoop** (Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale) : dispositif d'**appui et de concertation** au service de l'ensemble des organisations rhônalpines impliquées dans la coopération

et la solidarité internationales. Outre sa mission d'information et de capitalisation d'expériences, il propose :

- o Un **appui aux porteurs de projets** par des rendez-vous individuels et la mise en relation avec d'autres membres du réseau
- o Des formations sur la **conception de projets**, la recherche de cofinancement et le montage de dossier.
- **Handicap International** : son expertise et sa renommée ne sont plus à démontrer. Handicap International est la seule organisation lyonnaise de solidarité internationale de taille vraiment mondiale. Elle est une source indéniable d'attractivité locale pour quiconque désire s'engager dans l'humanitaire.
- Et le **Centre Européen de Santé Humanitaire** : créé en 2000, il s'agit d'un Groupement d'Intérêt Public regroupant des Universités, des Centres Hospitalo-universitaires, la Fondation Mérieux et le Service de Santé des Armées. Outil transversal de formation, de recherche et d'expertise dans les domaines de l'humanitaire et de la solidarité, le CESH a pour objectif de proposer des préparations courtes et pragmatiques à l'intervention humanitaire en rendant compte de la diversité des acteurs de terrain.

Ces acteurs ont trois caractéristiques communes fortes :

- Ils sont dotés d'un **savoir-faire opérationnel et transversal** de montage de projet de solidarité internationale
- Ils peuvent contribuer à une **construction collective et partenariale** de l'action humanitaire
- Leur **ancrage territorial** est solide et vecteur d'image pour l'agglomération lyonnaise

Afin de développer le milieu de la solidarité internationale à Lyon et renforcer son efficacité, les collectivités locales (Région Rhône-Alpes, Grand Lyon, Ville de Lyon), en collaboration avec les quelques acteurs clés précités peuvent s'engager sur deux grandes voies :

- Par une approche **transversale** qui vise à renforcer le milieu métropolitain de la solidarité internationale par l'affirmation du **sentiment d'appartenance, le partage de valeurs, de normes** et le développement des **savoir-faire et des compétences des acteurs**. Sur ce socle commun, il est alors possible d'impulser des **projets collectifs de solidarité internationale**.

- Par une approche **sectorielle** qui met l'accent sur deux domaines phares de la métropole où la logique de projet partenarial est particulièrement justifiée, à savoir la **santé humanitaire** et la **solidarité numérique**.

Les orientations stratégiques transversales

Faire vivre et animer le milieu de la solidarité internationale à Lyon :

- Soutenir les **dispositifs de professionnalisation** qui existent (Bioforce, Resacoop, le CESH et indirectement les grandes OSI tel Handicap) et qui constituent autant de « **portes d'entrée** » dans le milieu de la solidarité internationale.

Exemple : La spécificité d'une école comme **Bioforce** (école de l'engagement humanitaire, unique en France) contribue directement à l'**attractivité de Lyon** dans le secteur humanitaire.

- **Rendre lisible** le milieu de la solidarité internationale à Lyon

Exemple : Le projet de **Kiosque de la Solidarité Internationale** partagé par Collectif des Associations de Développement Rhône-Alpes (CADR), Handicap International, Bioforce, Vétérinaires Sans Frontières, Triangle Génération Humanitaire, Arcades International, Atlas Logistique, CCFD, CIEDEL, Forum Réfugiés, Service de Coopération Développement (SCD) et qui a pour **d'informer le public** des réalités du monde, **d'accueillir et d'orienter** les personnes et les jeunes en particulier qui veulent s'engager professionnellement ou comme volontaire et de **favoriser des synergies** entre acteurs pour une meilleure mise en œuvre de la solidarité internationale.

- **Capitaliser** davantage sur les compétences acquises par des individus travaillant dans la solidarité internationale. Ces compétences peuvent être soit réinvesties dans la solidarité internationale (à travers d'autres projets) soit dans des entreprises ou des associations. Aujourd'hui, il n'existe pas de dispositif de suivi des personnes qui ont eu une expérience dans la solidarité internationale).

Doter la collectivité locale d'un réel rôle d'impulsion de projets collectifs de solidarité reposant sur :

- Une **capacité de financement** que très peu d'OSI possèdent (si ce n'est Handicap International).

- Une **mobilisation rapide et efficace** des forces vives de la solidarité internationale à Lyon, d'où l'intérêt de développer un **sentiment d'appartenance** à l'agglomération lyonnaise.
- Le savoir-faire de nombreux acteurs lyonnais dans **le montage et la gestion de projets de solidarité internationale** à travers **leurs compétences opérationnelles et transversales**.

Exemple : le **Collectif Solidarité Asie-Grand Lyon**

Bien que rapidement retombé après sa mise en place, ce type d'initiative (lancée au moment du tsunami en Asie) repose sur la capacité de la collectivité du Grand Lyon à rassembler rapidement une large variété d'acteurs. Ce collectif a en effet réussi à mettre autour de la table aussi bien des acteurs économiques (le GilMedef, la CGPME, la CCI, la Chambre des Métiers et la Générale des eaux), que des associations et ONG (Atlas Logistique, Architectes de l'urgence, Bioforce, Bioport, Corail, Economie et Humanisme, Handicap International, Resacoop, Triangle GH et Vétérinaires sans frontières) et les Hospices Civils de Lyon.

Les orientations stratégiques sectorielles

- La dynamique de projet pourrait davantage s'affirmer dans le domaine de la **santé humanitaire** : Lyon accueille une masse suffisante d'acteurs (Biomérieux, Merial, Sanofi-Pasteur, les HCL, le Centre Européen de Santé Humanitaire, l'OMS, Bioforce, Handicap International, Vétérinaires Sans Frontières, Biologie Sans Frontières, etc.) pour être capable de porter des projets d'envergure de santé humanitaire. Il manque aujourd'hui un acteur fédérateur capable d'impulser de tels projets.
- Dans le domaine de la **solidarité numérique**, une dynamique pourrait se dessiner localement à travers la mobilisation des entreprises lyonnaises du numérique sur des projets de solidarité. L'implantation à Lyon de l'Agence Mondiale de Solidarité Numérique constitue une opportunité intéressante et un point d'ancrage pour cette mobilisation.

Introduction : peut-on parler d'un milieu métropolitain de la solidarité internationale ?

Qu'est ce que la solidarité internationale ?

La solidarité internationale est d'abord une question idéologique et une multitude de courants de pensée s'y rattachent. Ainsi, pendant longtemps elle a été assimilée, dans son acception judéo-chrétienne, à un geste de charité des pays du Nord envers les pays du Sud. Elle tente aujourd'hui de se doter d'un sens nouveau sous des appellations plus politiquement correctes telles que la "coopération internationale" ou la "citoyenneté internationale" qui rompent avec la vision dominante des rapports inégalitaires entre le Nord et le Sud. Ce changement de posture s'est opéré principalement à travers le constat suivant : sur une planète de plus en plus mondialisée, marquée par l'interdépendance croissante des pays, le Nord a autant besoin du Sud que le Sud a besoin du Nord.

La solidarité internationale est aussi un champ très vaste, qui est composé d'une grande variété d'acteurs, d'un foisonnement d'initiatives et de projets. Aujourd'hui, la solidarité internationale n'est plus l'apanage des OSI (Organisations de Solidarité Internationale) ou des Etats, elle rassemble d'autres acteurs qui, chacun à leur manière, se préoccupent de la marche actuelle du monde : des entreprises, des collectivités locales, des hôpitaux...

Comment fonctionne ce champ à l'échelle d'une métropole comme Lyon ?

On y trouve un premier ensemble, assez classique, composé d'OSI avec des tailles et des projets variés (Handicap International, Triangle, etc.) et de structures de coordination et d'accompagnement de ces organisations (Résacoop, Bioforce...). Mais il existe également un deuxième ensemble d'acteurs, a priori à la marge du système car leur vocation première n'est pas la solidarité internationale, qui mobilise aussi leurs compétences et leurs moyens pour des projets de solidarité internationale. Il s'agit par exemple des collectivités locales comme le Grand Lyon ou la Région, des universités, des entreprises, de l'armée ou encore des citoyens directement.

Mais peut-on réellement parler d'un milieu métropolitain ?

Est-ce que ces acteurs travaillent en réseau, en faisant par exemple fonctionner des partenariats sur des projets concrets ? Les deux ensembles évoqués précédemment constituent-ils deux cercles disjoints qui s'ignorent ou des maillages existent-ils ? S'il existe à Lyon un milieu métropolitain de la solidarité internationale qui gravite autour des OSI, il convient d'en décrire les composantes, le fonctionnement et les ressorts. Et si ce milieu existe, il doit à

la fois contribuer à stimuler des comportements de décroisement et d'innovation dans la métropole, et contribuer au rayonnement de Lyon sur la scène nationale et internationale.

Comment peut-on étudier l'existence d'un milieu métropolitain de la solidarité internationale ?

Nous avons tout d'abord cherché à comprendre les enjeux de la solidarité internationale et les logiques d'actions des acteurs de ce champ. Nous avons ensuite mis en évidence les synergies et les mouvements stratégiques opérés entre les acteurs lyonnais de la solidarité au niveau du premier cercle (figure 1). Dans un deuxième temps, nous avons étudié les passerelles de plus en plus nombreuses entre les OSI lyonnaises et les acteurs périphériques du deuxième cercle. Forts de ces analyses, nous avons mis en lumière certaines de ces relations et tenté d'en expliquer les ressorts ainsi que les limites. Notre démarche nous a enfin conduits à analyser les relations entre Lyon et Genève, place majeure de la solidarité internationale située à proximité de Lyon.

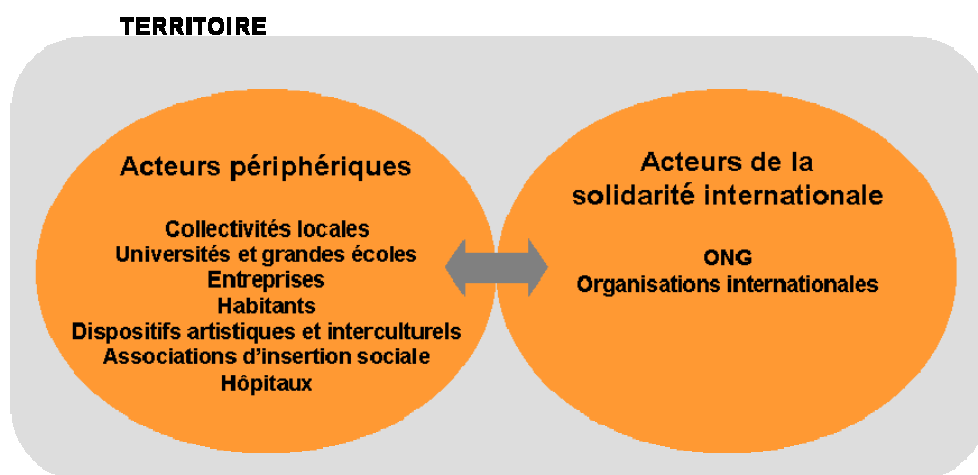


Figure 1 – Les deux cercles de la solidarité internationale : quelles interactions ?

1 Contexte et principes de fonctionnement de la solidarité internationale

1.1 Des crises de plus en plus complexes et de plus en plus coûteuses

La planète est frappée par des catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses : jamais la pauvreté chronique n'a frappé autant de populations à travers le monde ; de même, les catastrophes écologiques se multiplient, menaçant la survie de certaines populations et de la planète et font surgir de nouvelles sources potentielles de conflits.

Alors qu'à une époque encore récente, c'était le mot guerre qui était le plus souvent employé pour justifier l'intervention de solidarité. Aujourd'hui il a été remplacé par celui de « **crise** ». Cette évolution sémantique traduit d'abord un état du monde avec beaucoup de pays enlisés de façon durable dans des situations de misère et de conflit, sans qu'il n'y ait nécessairement de guerre ouverte. Elle traduit également un changement d'approche dans les tentatives de résorption de ces « crises » en privilégiant une **approche globale** c'est-à-dire à la fois politique, militaire, économique, environnementale et sociale. Les crises que l'on observe partout dans le monde ne sont plus liées à une cause unique appelant une intervention sectorielle. Elles résultent de multiples facteurs qui nécessitent d'intervenir avec des approches combinées. La notion de « crise » a définitivement introduit celle de complexité. Et de cette complexité découlent trois observations principales :

- On assiste depuis quelques années à l'émergence d'une **pléthore de domaines d'intervention** qui composent la solidarité internationale : santé humanitaire, urgence, réhabilitation, éducation à l'environnement, commerce équitable, développement urbain, solidarité numérique, etc. La solidarité internationale s'exprime aujourd'hui à travers des actions multiples et appelle des compétences variées pour couvrir les besoins des pays et des populations en difficulté.
- La complexité des crises conduit ensuite à la nécessité d'une **professionnalisation croissante de l'action humanitaire** : *“Aujourd'hui, il est difficile d'intégrer ce milieu sans une formation solide, ce qui n'était pas le cas il y a 20 ans”* (entretien avec M. Lombart de Triangle). La notion d'expertise dans le milieu de la solidarité internationale revêt une importance croissante et constitue désormais une sérieuse barrière à l'entrée pour ceux qui souhaitent s'engager dans la solidarité internationale.

- Enfin, il en résulte un **coût accru** des interventions humanitaires qui suppose une collecte de fonds toujours plus efficace (sans être trop onéreuse), et qui conduit aussi à la concentration des moyens sur les OSI les plus grosses (et les plus “expérimentées”) ou au regroupement de certaines OSI entre elles afin de réaliser des économies d’échelle et mutualiser certains coûts.

Ainsi, les tendances qui se dessinent dans le milieu de la solidarité internationale amènent les acteurs à reconsidérer leur mode de fonctionnement selon des principes qui se rapprochent de ceux de l’entreprise (rigueur de gestion, accroissement du niveau de compétence, spécialisation, etc.). Elles ne doivent cependant pas mettre de côté les valeurs dont les OSI sont empreintes, dont elles se sont toujours réclamées et qui ont d’ailleurs elles aussi évolué.

1.2 De nouvelles valeurs clés : responsabilité et réciprocité

Le développement des OSI tient de plus en plus à la **confiance** qu’elles inspirent à leurs parties prenantes contributrices (sympathisants, bailleurs internationaux, salariés et bénévoles) et aux populations auprès desquelles elles interviennent. Pour susciter et entretenir cette confiance, elles doivent faire preuve de responsabilité. Cette **responsabilité** s’exprime de différentes façons :

- Le respect des populations aidées : Il est primordial de prendre en compte le contexte socio-économique et culturel du pays d’intervention et d’agir en respectant les particularités locales. La conception de la solidarité a évolué car elle ne désigne plus simplement un acte de charité dans une relation dominant/dominé mais une relation de réciprocité et de respect mutuel.
- Le professionnalisme et la transparence : Les OSI doivent mettre en place une gestion et une organisation rigoureuses. Elles doivent aussi pouvoir justifier de la pertinence de leurs programmes auprès de tous leurs financeurs et partenaires.
- La responsabilité citoyenne : Les OSI sont non seulement des acteurs de terrain, “prestataires de services” opérationnelles mais elles sont aussi porteuses de valeurs de solidarité et présentes dans les débats de société (lobbying, plaidoyers...).

La responsabilité des OSI, qui marie le souci de l’efficacité avec le respect de valeurs éthiques, est un principe d’action dominant dans le milieu de la solidarité internationale. Il dicte désormais la stratégie des OSI et conditionne la réussite de leurs activités.

1.3 Un changement de posture des collectivités dans le champ de la solidarité internationale

Parmi la pléthore d'intervenants dans la solidarité internationale, un acteur en particulier a fait une entrée en scène remarquée : les collectivités locales. La montée en puissance progressive des **acteurs politiques locaux** dans le cadre de la **coopération décentralisée** (loi ATR de 1992) en fait en effet des acteurs à part entière de la solidarité internationale :

“Nous ne sommes plus des bailleurs de fonds auprès de qui les ONG viennent solliciter de l'argent, mais nous décidons nous-mêmes, avec des partenaires étrangers élus de ce que l'on veut faire et on vient chercher les opérateurs ici pour le faire.” (M Chiaverini, responsable de la coopération décentralisée à la Région Rhône-Alpes)

L'intervention des collectivités locales dans la solidarité internationale se situe à plusieurs niveaux :

- Capacité à proposer leurs services en aménagement du territoire (et avant tout urbain), d'implantation de services publics et à financer des infrastructures
- Capacité à former des agents des pays en voie de développement et des organisations internationales (« capacity building ») (comme par exemple le propose le CIFAL, Centre International de Formation des Acteurs Locaux)
- Capacité à travailler en réseau avec d'autres collectivités locales. En 2004, les gouvernements locaux ont créé le **CGLU** (Cités et Gouvernements Locaux Unis), réseau qui fédère plus 1000 villes de 95 pays différents. Le CGLU s'est donné deux missions principales :
 - Trouver une place pour les villes dans le système des Nations Unies et se faire valoir auprès des bailleurs de fonds internationaux
 - Renforcer la coopération décentralisée

Les acteurs locaux se saisissent ainsi, de manière de plus en plus affirmée, des questions de solidarité internationale, comme si, au nom du principe de subsidiarité, les collectivités locales étaient plus à même que les Etats ou les organisations intergouvernementales, de traiter certaines questions.

« Dans les situations de crise, il faut aller vite et mobiliser beaucoup d'argent ; les moyens à mobiliser dépassent largement les capacités des collectivités locales. En revanche, c'est dans la période d'identification des besoins qu'elles peuvent jouer un rôle. Les collectivités locales peuvent prendre en charge la partie qui n'est jamais financée par les grands organismes, qui est la partie exploratoire, d'identification des besoins. Le

fonds d'urgence créé par la Région Rhône-Alpes permet aux acteurs locaux d'être présents tout de suite tout en limitant leurs actions en termes de volume. Il faut renforcer un lien de longue durée avec l'acteur public, synonyme de stabilité et de réactivité. Dans une situation d'urgence, le choix de la bonne échelle et des bons volumes dans l'intervention d'urgence est souvent maladroite. Il existe des mécanismes de résolutions de crises qui méritent d'être renforcés au niveau local. » (Luciano Loiacono de Handicap International)

Les collectivités locales tendent à devenir un nouvel interlocuteur pour les OSI, les organisations internationales et les Etats des pays d'intervention. Parmi celles-ci, les villes et les métropoles ont un rôle croissant à jouer et une compétence d'expertise urbaine qu'elles tendent de plus en plus à valoriser.

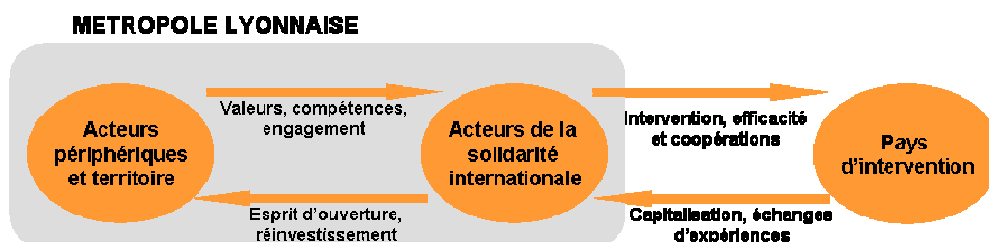
1.4 Une nouvelle organisation et un nouveau rôle pour les OSI

Dans ce contexte d'action complexe, on observe :

- L'existence d'un grande **variété d'OSI** qui rend compte de la diversité des champs de la solidarité internationale (urgence humanitaire, développement, éducation au développement, à l'environnement, etc.), des pays d'intervention et des manières de concevoir l'action de solidarité.
- La **prédominance et le renforcement des quelques grandes OSI** (budget > 40 Mio €), devenues des quasi-institutions, qui doivent atteindre une taille critique pour répondre à l'ampleur et la complexité des crises (les 20 premières OSI françaises représentent plus de 75% du budget total des OSI françaises (source : Coordination Sud))
- Une **sollicitation accrue des OSI** par les Etats, les organisations internationales et les collectivités locales pour leur expertise, leur connaissance du terrain et leur rapidité d'intervention
- L'émergence d'une nouvelle forme de **relation entre les OSI et les collectivités locales** qui orientent et influencent de plus en plus les actions menées par leurs politiques propres d'intervention.

1.5 Les principes de fonctionnement du système à l'échelle locale

A l'échelle d'un territoire, on peut décrire de manière synthétique et schématique les principes de fonctionnement du système de la solidarité internationale de la manière suivante :



Dans une **logique de réciprocité**, les acteurs de la solidarité internationale mènent des actions dans les pays d'interventions :

- Les **interventions** visent un maximum d'**efficacité** et sont parfois menées en **coopération** pour venir en aide aux populations en difficulté (ex. : Atlas Logistique a été intégré à Handicap International pour devenir une cellule d'urgence de cette grosse OSI. Leurs compétences ont été mutualisées pour plus d'efficacité.).
- En contrepartie les acteurs de la solidarité se professionnalisent au contact des pays d'intervention, ils **capitalisent leurs expériences** et cherchent à favoriser les **échanges** d'expériences (ex. : Resacoop organise régulièrement des conférences et met en place un centre de ressources pour que les OSI de la région puissent échanger leurs expériences et développer leurs compétences).

A l'échelle de la métropole lyonnaise, les acteurs de la solidarité internationale sont en **interaction constante avec le territoire** :

- Les acteurs s'appuient sur lui comme un terreau de **valeurs, de compétences et d'engagement** pour y puiser les ressources humaines et financières nécessaires à leurs actions (ex. : les créateurs d'OSI qui choisissent de s'installer à Lyon y ont déjà leurs réseaux de soutien personnels et s'appuient notamment sur l'engagement des collectivités locales)
- En contrepartie, ils diffusent sur le territoire un **esprit d'ouverture** et y "**réinvestissent**" en quelque sorte des énergies et des savoir-faire (ex. : toutes les personnes qui ont eu au cours de leur carrière une expérience de solidarité internationale peuvent témoigner de l'enrichissement personnel et professionnel que cela leur a apporté).

2 Décryptage du système de la solidarité internationale à Lyon

2.1 Les OSI au coeur du système

On note, sur l'agglomération lyonnaise, la présence d'une importante chaîne d'acteurs de la solidarité internationale :

- Des centres de recherche et de formation à l'action humanitaire :
 - **Ciedel (Université Catholique)** : Institut de la Faculté de Droit et de Sciences Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Lyon, il a développé une offre d'expertise dans les domaines du développement local, de la coopération décentralisée, la gestion des conflits. Son activité se traduit par de nombreuses missions dans des pays en développement.
 - **L'Institut Bioforce Développement** : Ecole de l'engagement humanitaire fondée en 1983 par Charles Mérieux, elle propose des formations longues et courtes aux professionnels de l'humanitaire comme à ceux qui voudraient s'engager dans l'humanitaire. 300 personnes passent chaque année par Bioforce dont un tiers d'étrangers.
 - **Centre Européen de Santé Humanitaire** : Créé en 2000, le CESH est un GIP regroupant des Universités, des Centres Hospitalo-universitaires, la Fondation Mérieux et le Service de Santé des Armées. Outil transversal de formation, de recherche et d'expertise dans les domaines de l'humanitaire et de la solidarité, CESH a pour objectif de proposer des préparations courtes et pragmatiques à l'intervention humanitaire en rendant compte de la diversité des acteurs de terrain.
 - **Université Lyon 2** (Master Information et communication Spécialité Humanitaire et solidarité, DESS « Humanitaire & Solidarité ») qui offrent des débouchés dans des OSI dans les domaines de la logistique, la gestion, la communication et le marketing, le management et la gestion des ressources humaines, le conseil juridique.
 - **l'Ecole 3A** (Ecole Internationale de Commerce et de Développement Amérique, Afrique et Asie) : fondée sur l'apprentissage interculturel et la compréhension des cultures des trois continents, l'enseignement de l'Ecole 3A. Outre ses débouchés dans l'entreprise, elle offre également la possibilité de travailler dans des OSI

- Quelques grandes OSI :
 - **Handicap International**, créée à Lyon 1982, budget 52 M€, doté du statut consultatif auprès de l'ONU
 - **Forum Réfugiés**, dont la mission est l'accueil des réfugiés et la défense du droit d'asile ; créée à Lyon 1982, budget de 8 M€
 - **Terre d'Amitié**, créée à Lyon en 1966, 3 salariés et une centaine de bénévoles, collecte en permanence les médicaments inutilisés rapportés par les clients dans les pharmacies
 - **Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières et Centre International de Coopération pour le Développement Agricole (AVSF-CICDA)**, qui ont fusionné en 2004, budget de 8 M€
 - **Triangle Génération Humanitaire**, créé en 1994, qui revendique une approche généraliste (éducation et la formation professionnelle, développement économique et social (micro-crédit, unités de production artisanale...), santé, agriculture, logistique) ; budget de 5 M€
 - **Service de Coopération Développement (SCD)**, fondé en 1979 à Lyon, organisme chrétien de solidarité internationale. A la demande des partenaires responsables de structures de développement des pays en développement, le SCD recrute, forme et envoie des volontaires pour des missions de deux ans. Il assure leur suivi sur le terrain; budget de 1M€.
 - **AEDH (Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme)**, doté du statut consultatif auprès de l'ONU, créé en 1998, elle soutient financièrement, matériellement et techniquement des projets de défense des droits de l'homme au niveau international
- Des antennes d'OSI nationales majeures : **Médecins Sans Frontières, Médecins Du Monde**
- Des antennes d'organisations internationales :
 - **OMS-Lyon** (rattachée au siège de Genève),
 - **la Croix Rouge**
 - **Agence de Solidarité Numérique** (rattachée au Fonds de Solidarité Numérique basé à Genève)
- Beaucoup de petites structures financièrement fragiles dont certaines se sont regroupées en collectifs comme :

Le **Collectif des Associations de Développement Rhône-Alpes (CADR)** : il rassemble une cinquantaine d'associations (ressortissants des pays du Sud, structures de commerce équitable, de tourisme responsable, de soutien de projets de développement, d'éducation à la solidarité

internationale, etc.) et son but premier est l'éducation au développement (sensibilisation de l'opinion publique, interpellation des pouvoirs publics)

- Une instance de coordination à l'échelle régionale :

Resacoop (Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale) : dispositif d'appui et de concertation au service de l'ensemble des organisations rhônalpines impliquées dans la coopération et la solidarité internationales. Outre sa mission d'information et de capitalisation d'expériences, il propose :

- Un appui aux porteurs de projets par des rendez-vous individuels et la mise en relation avec d'autres membres du réseau
 - Des formations sur la conception de projets, la recherche de cofinancement et le montage de dossier.
- Des moyens de déploiement logistique au service des acteurs de la solidarité internationale comme la présence de prestataires logistiques spécialisés dans l'action humanitaire :
 - **Atlas Logistique** : fondée en 1993 à l'initiative de professionnels de la logistique et de volontaires de l'action humanitaire, son objectif est d'apporter une aide technique et logistique à des projets d'aide humanitaire tant en France qu'à l'étranger. Atlas a fusionné récemment avec Handicap International (voir page 20)
 - **Bioport**, plateau logistique humanitaire pour répondre aux besoins logistiques rencontrés par les associations de solidarité lors de l'acheminement et du stockage de leur matériel dans le cadre de leurs projets

La liste ci-dessous est loin d'être exhaustive. Elle ne comporte pas les petites associations de solidarité internationale, très nombreuses et qui composent une grande partie du milieu de la solidarité internationale. Nous retrouvons ces associations dans des collectifs comme le Collectif des Associations de Développement Rhône-Alpes (CADR).

En adoptant une vision schématique des acteurs de la solidarité internationales, il apparaît que certains acteurs ont une mission généraliste (aide à toute population en situation de détresse), d'autres au contraire se caractérisent par des compétences spécifiques (expertise dans l'urgence humanitaire ou dans le développement, éducation et sensibilisation des publics, formation, etc.), par des zones d'intervention ciblées (liens particuliers avec un pays ou une région) ou par le maintien d'un lien de proximité fort entre des résidents immigrés et leurs pays d'origine.

Si l'on étudie les relations entre ces OSI on peut constater qu'elles s'établissent d'abord sur le terrain, dans les zones d'intervention. Nous présenterons néanmoins à partir de la figure 2 quelques exemples de collaborations menées depuis Lyon pour développer l'efficacité des actions (flèche①), la formation ou la capitalisation d'expériences (flèche②).

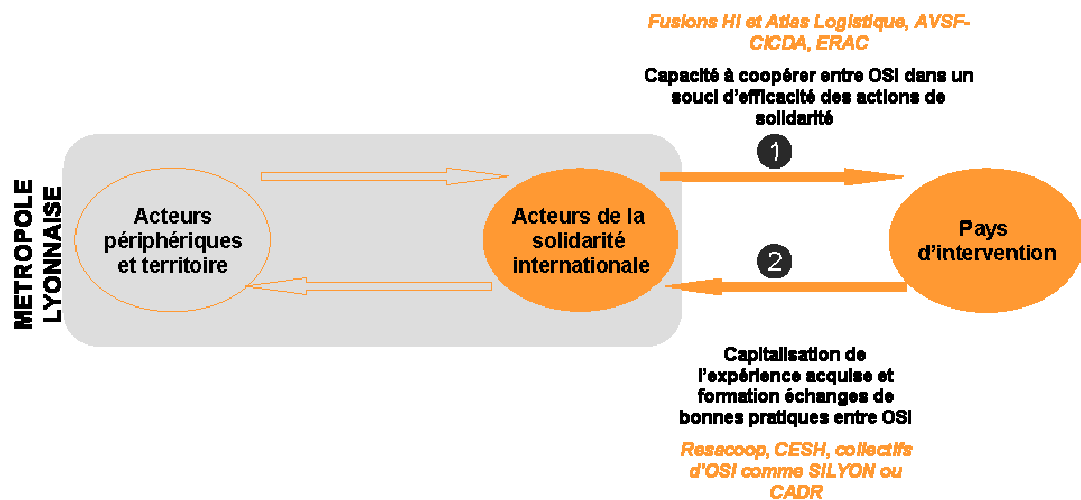


Figure 2 : coopération et échanges d'expériences pour développer l'efficacité

2.2 Coopérer entre OSI pour être plus efficaces

Les OSI lyonnaises mettent au point différentes formes de coopération pour améliorer l'efficacité et le poids de leurs actions.

2.2.1 Atteindre une taille critique et renforcer son potentiel d'action

Dans le contexte de complexification des crises, il devient nécessaire d'acquérir des moyens suffisants d'intervention pour agir efficacement d'une part et gagner en visibilité et en crédibilité vis-à-vis des institutions et des sympathisants d'autre part. La fusion d'Handicap International avec Atlas Logistique, deux acteurs majeurs de la solidarité internationale à Lyon permet de rendre compte de cette logique (voir l'extrait du communiqué de presse ci-dessous).

Extrait du communiqué de presse du 26 juin 2006 sur la fusion entre Handicap International et Atlas Logistique

Lyon, le 26 juin 2006. Le 1^{er} juillet prochain, les deux organisations de solidarité internationale joindront leurs moyens, leurs projets et leurs compétences, afin de renforcer leur potentiel d'intervention dans les situations de crise humanitaire. L'équipe Atlas Logistique prendra la responsabilité de la nouvelle Direction de l'Urgence de Handicap International créée à cette fin

L'intégration de la structure d'Atlas Logistique et de ses principales caractéristiques dotera Handicap International d'un pôle urgence efficace et réactif, différencié sur le plan organisationnel et opérationnel. Quant aux équipes d'Atlas Logistique, elles disposeront de moyens plus importants. Jean-Pierre Delomier, Directeur d'Atlas Logistique, prend la tête de cette nouvelle Direction de l'Urgence, et Hervé Dubois, Président et co-fondateur d'Atlas Logistique, intègre le Conseil d'administration d'Handicap International comme Membre associé.

En contribuant plus efficacement à l'organisation des secours grâce aux apports d'Atlas Logistique, Handicap International veut ainsi renforcer sa présence auprès des éventuels blessés en grand nombre, des personnes en situation de handicap et leur famille, et des personnes âgées, au moment même où leur grande vulnérabilité se traduit par un besoin d'assistance supérieur au reste de la population. Conformément aux pratiques de l'association, le soutien aux acteurs de la solidarité de proximité sera systématiquement privilégié, ainsi que la mutation des actions d'urgence en projets de développement.

Basées à Lyon, les deux organisations ont régulièrement coopéré sur différents terrains d'action depuis 1993 (ex-Yougoslavie, Rwanda, Albanie, Kirghizstan, Ouzbékistan, Kosovo, Irak, Sri Lanka, Indonésie). Depuis fin 2005, elles ont mis sur pied conjointement plusieurs missions, au Sud Soudan en septembre, dans le cadre de l'aide au retour des réfugiés, au Pakistan, suite au séisme du 8 octobre, au Guatemala suite au cyclone Stan (octobre 2005), et plus récemment, sur l'île de Java (Indonésie), suite au séisme du 27 mai 2006.

2.2.2 Fusionner pour élargir son champ d'action

Certains OSI ont compris la complémentarité de leurs actions et s'offrent la possibilité d'élargir leur champ d'intervention en fusionnant. Avec d'un côté des compétences dans la santé animale et l'élevage pour Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) et de l'autre des compétences dans l'agriculture pour le Centre International de Coopération pour le

Développement Agricole (CICDA) la **fusion AVSF-CICDA** en 2004 permet à ces deux associations de devenir une des premières associations de développement rural en France en conjuguant des compétences variées : élevage, agriculture et santé animale.

2.2.3 Mutualiser certains coûts

Un bon nombre d'OSI sont en manque de moyens pour financer seules les locaux, matériel informatique ou certaines fonctions administratives. Indépendamment de leur mission, elles cherchent à se mettre ensemble afin de mutualiser ces coûts : « *La question des locaux est un terrain d'entente entre les OSI basé sur l'analyse des fonctionnalités de base (logistiques, administratives et de communication). Il y a une forte demande de locaux dans ce milieu* » (Loiacono, HI)

L'**ERAC** (Espace Rhône-Alpes Coopération) est une société civile de moyens qui réunit Handicap International, AVSF-CICDA et Arcades International ; l'ERAC est le résultat du projet de pôle de la solidarité initié en 1990 qui visait, à l'époque, à concentrer les associations de solidarité internationale dans un espace commun (projet Humanopôle, voir plus loin).

On assiste ainsi à un ensemble de rapprochements/coopérations entre OSI dans une logique d'efficacité et de visibilité dans un milieu hétéroclite.

2.3 Capitaliser les expériences et échanger les bonnes pratiques

D'autres types de relations sont également développées pour capitaliser les expériences et échanger les bonnes pratiques entre OSI locales. Ces mécanismes s'appuient sur l'existence d'espaces d'échanges et de lieux-ressources basés à Lyon :

- **Resacoop** dont la mission est d'accompagner et de conseiller les organisations de la Région Rhône-Alpes engagées dans des actions de solidarité internationale. A travers des réunions thématiques, des formations et des conseils pratiques, Resacoop tente de rassembler les OSI dans une logique d'échanges et de transfert d'expériences. Resacoop est récemment devenu un GIP dont font partie la préfecture de région RA, le SGAR, la Région RA, la ville de Chambéry, de Grenoble, de Romans, le Grand Lyon, l'université Pierre Mendès France de Grenoble, les HCL, le CIEDEL, Bioforce, Ardèche Drome Ouro Sogui Senegal (ADOS), HI, Humacoop, VSF-CICDA
- Le **CADR** (Collectif des Associations de Développement en Rhône Alpes) regroupe aujourd'hui une quarantaine d'associations de la région et se veut

un espace de réflexion et d'initiatives collectives sur la problématique de la solidarité internationale dans la région Rhône-Alpes.

- Le **CESH** (Centre Européen de Santé Humanitaire) qui a un rôle plus thématique, fait office de centre de formation, de recherche et d'expertise. Sa devise est « former et rapprocher les acteurs de l'humanitaire » et ses intervenants viennent d'horizon divers : ONG, organisations intergouvernementales, organismes internationaux, organismes militaires (service santé des armées, GIACM) et Bioforce. Un des objectifs du CESH est notamment de générer des collaborations entre les acteurs civils et militaires de l'humanitaire.

Ces échanges sont également mis en valeur de manière événementielle à travers des rendez-vous importants comme les Assises de la Solidarité Internationale organisées par la Région en 2005.

2.4 Des fragilités du système lyonnais à prendre en compte

Malgré la présence de quelques grosses OSI, et les efforts présentés ci-avant pour coopérer, capitaliser et diffuser des expériences, le système de la solidarité internationale à Lyon reste très fragile. Il est en effet composé principalement de petites associations fragiles financièrement et qui ont du mal à s'affirmer dans un système complexe et hiérarchisé.

2.4.1 Une image qui tient à la prédominance de quelques grandes organisations

“S’il n’y avait pas d’organisation internationale comme Handicap International, c’est pas la peine, il nous manquerait une masse critique, c’est un enjeu stratégique !” (M Silve, Bioforce)

“Sans Handicap (150 salariés), Lyon serait beaucoup moins connue; il n’y a pas de système visible construit autour de HI si ce n’est peut-être une dynamique d’essaimage. En tout cas, HI représente incontestablement une force d’attraction pour un certain nombre de jeunes !” (Mme Di Donato – Resacoop)

2.4.2 La fragilité financière

De statut associatif pour la plupart, les OSI sont confrontées de manière récurrente à la question de leur financement. Outre les donateurs privés qui constituent une manne financière toujours importante (surtout pour les plus

grosses OSI, capables d'engager de grandes campagnes de communication et des démarches de marketing), la survie de nombreuses OSI reste assujettie à l'obtention des aides en provenance des bailleurs de fonds locaux, nationaux et internationaux. La course au financement induit, de fait, une concurrence entre les OSI qui voient grandir le risque de diminution de leurs aides au fur et à mesure qu'apparaissent de nouveaux acteurs de la solidarité.

En conséquence, la relation entre le développement des ONG et les politiques publiques est un facteur important d'explication du dynamisme du milieu local de la solidarité :

“Est-ce que le pouvoir d'attraction de Lyon (et de la région en général) ne vient pas plutôt des politiques publiques plutôt que d'un “effet cluster” ?” (Di Donato, Resacoop)

“L'implantation d'ONG sur son territoire relève avant tout de la volonté politique. Un manque de contribution de la part des collectivités (Lyon et Grand Lyon) pour soutenir et développer ce milieu risque de les faire partir, sorte de “délocalisation” si les financements ne sont pas à la hauteur. Le financement pourrait être un critère d'implantation ou en tout cas de fidélisation des ONG à un territoire ou une collectivité !” (M. Chiaverini, Région)

2.4.3 La peur de l'instrumentalisation

La question de la solidarité internationale est une question fortement empreinte de valeurs morales auxquelles correspondent des philosophies de l'action très variées. La création d'une ONG repose avant tout sur une base d'acteurs militants qui tentent d'agir selon leurs propres principes et convictions personnelles. Bien que l'on assiste, ces dernières années, à une forme de “rationalisation” de l'aide humanitaire (à travers la mise en place de programmes, de protocoles d'intervention, d'objectifs quantifiés), celle-ci résiste à toute forme d'homogénéisation des approches (d'où la difficulté de décrypter le milieu de la solidarité internationale).

En conséquence, l'approche du partenariat parmi les OSI revêt un caractère particulier. Vis à vis des institutions, les OSI se défendent de toute tentative d'instrumentalisation et refusent que leurs actions soient dictées et imposées par leurs financeurs. Rappelons que la mission originelle des OSI est d'intervenir là où les Etats et les organisations internationales font défaut. Ensuite, vis à vis des donateurs privés et des populations bénéficiaires, elles doivent préserver leur image d'indépendance et d'engagement et se préserver de relations parfois compromettantes avec par exemple l'armée (peur de l'assimilation ONG-militaires), les acteurs de la santé, les pouvoirs politiques en place ou des entreprises.

Ce désir de préserver son indépendance et sa liberté d'action peut contribuer à un relatif cloisonnement entre les acteurs.

2.4.4 Une organisation très verticale de la solidarité internationale mais des mécanismes locaux naissants

La solidarité internationale, si elle est encore majoritairement orchestrée par les Etats et les grandes organisations internationales, semble aujourd'hui relever de plus en plus de mécanismes locaux, à l'échelle des agglomérations et des régions. Mais cette tendance a ses limites :

« On ne va pas abandonner les mécanismes de coordination nationaux et internationaux pour un mécanisme local. Ou alors il faut décentraliser un mécanisme national qui vienne s'installer à Lyon. Nous, si on doit se coordonner avec MSF ou MDM, on ne va pas le faire avec l'antenne locale ! Nous sommes un siège international ici et on se coordonne avec les organismes de même rang, à Paris. L'essentiel des réunions des ONG françaises, c'est à Paris, sinon, Genève, Bruxelles, NY » (M Loiacono, Handicap International)

Quelles sont alors les formes les plus adéquates de coopération à développer ou à renforcer à Lyon (ou en Rhône-Alpes) pour que le "local" puisse s'insérer efficacement dans les réseaux d'aide internationaux ?

2.4.5 Et des mécanismes locaux qui peuvent s'appuyer sur des compétences opérationnelles et transversales de montage et de gestion de projets

Les facteurs de fragilités du milieu sont contrebalancés par des compétences spécifiques de certains acteurs lyonnais en matière de montage et de gestion de projets : si la recherche de financement est une contrainte permanente pour les OSI, elle relève aussi d'un savoir-faire dans le montage de dossier de financement, de mobilisation des bailleurs de fonds, etc. De même, les craintes d'instrumentalisation peuvent être contrebalancées par le partage de projets. Or force est de constater qu'un certain nombre d'acteurs lyonnais possèdent les ressources (internes) et le savoir-faire pour conduire des projets collectifs. Les grandes OSI telles que Handicap International, AVSF-CICDA, Triangle, Forum Réfugiés, mais aussi les HCL (engagés de longue date dans des projets de coopération hospitalière), l'action civilo-militaire (qui possèdent de réelles compétences de terrain et de gestion de crise). Il y a en outre des acteurs dont le métier est de transmettre ces compétences opérationnelles parmi lesquels Bioforce occupe une place centrale (mais il y a aussi le CESH et dans une moindre mesure le CIEDEL). Autant d'acteurs dotés

d'une taille, de ressources (notamment en temps) et d'un savoir-faire suffisants pour s'investir efficacement dans des projets collectifs de solidarité internationale.

Le milieu de la solidarité internationale à Lyon est constitué d'une grande variété d'acteurs, de tailles et de ressources différentes (une OSI comme Handicap International qui compte 1800 collaborateurs n'a rien à voir avec une OSI locale composée de 2 ou 3 bénévoles !) et de missions différentes (urgence, développement, éducation au développement, etc.). Malgré le caractère très hétérogène de ce milieu, les OSI sont confrontées, pour la plupart, aux mêmes enjeux :

- La recherche de financements
- La recherche de compétences de plus en plus pointues
- La recherche de reconnaissance et de légitimité

En réponse à ces enjeux, il semble se développer à Lyon, des compétences opérationnelles et transversales en terme de montage et de gestion de projets, incarnées par un certain nombre d'acteurs.

La nécessité de répondre à ces enjeux ne doit pas pour autant contrevenir à leurs valeurs d'indépendance et à leur mission d'interpellation sur les questions d'urgence humanitaire et d'aide au développement.

On s'aperçoit alors que pour faire face à ces enjeux, le milieu de la solidarité internationale est amené à interagir avec son environnement pour y puiser les ressources, les compétences et la légitimité dont il a besoin (voir figure 3 ci-dessous). Dans leurs stratégies de collecte de fonds, les OSI doivent sans cesse solliciter leurs partenaires financiers, mettre en place des campagnes de communication et de marketing efficaces (auprès des donateurs privés et bailleurs de fonds internationaux), conquérir de nouveaux partenaires pour financer des interventions de plus en plus coûteuses. Les recherches de compétences requièrent également une ouverture sur des viviers de ressources humaines présents dans les organismes de formation dédiés, d'autres OSI ou dans les entreprises.

Quels sont alors les acteurs périphériques du système avec lesquels les OSI lyonnaises peuvent coopérer et échanger, se nourrir et s'en nourrir de près ou de loin ? Quels sont les signes de l'ancrage local des acteurs de la solidarité internationale à Lyon ? En somme, de quelle manière ces OSI s'inscrivent-elles dans la dynamique métropolitaine pour constituer un véritable milieu ?

3 L'ancrage de la solidarité internationale dans la métropole

Nous venons de souligner la faiblesse du système lyonnais de la solidarité internationale mais il est important de mettre en pendant le renforcement de l'ancrage de ce système dans la métropole. Les acteurs de la solidarité internationale ont su fonder leur développement sur un terreau culturel favorable ainsi que sur l'engagement et le soutien des collectivités locales. Ils ont également progressivement tissé des liens intéressants avec d'autres acteurs périphériques du système (entreprises, armée, hôpitaux, associations locales d'insertion ou d'animation culturelle...).

Aujourd'hui, on peut parler de **l'émergence d'un véritable milieu métropolitain autour de la solidarité internationale**, fondé sur une relation de réciprocité entre les OSI, les acteurs périphériques et le territoire dans son ensemble.

Cette réciprocité est illustrée par :

- La mobilisation des énergies, des valeurs et de la capacité d'engagement du territoire et des acteurs périphériques au système (flèche ③). Les OSI s'appuient sur la métropole comme un socle pour développer leurs interventions internationales.
- Les richesses que les OSI peuvent apporter à la métropole. Elles lui font bénéficier d'une ouverture au monde ainsi que des expériences humaines et professionnelles qu'elles rapportent de leurs missions (flèche ④)

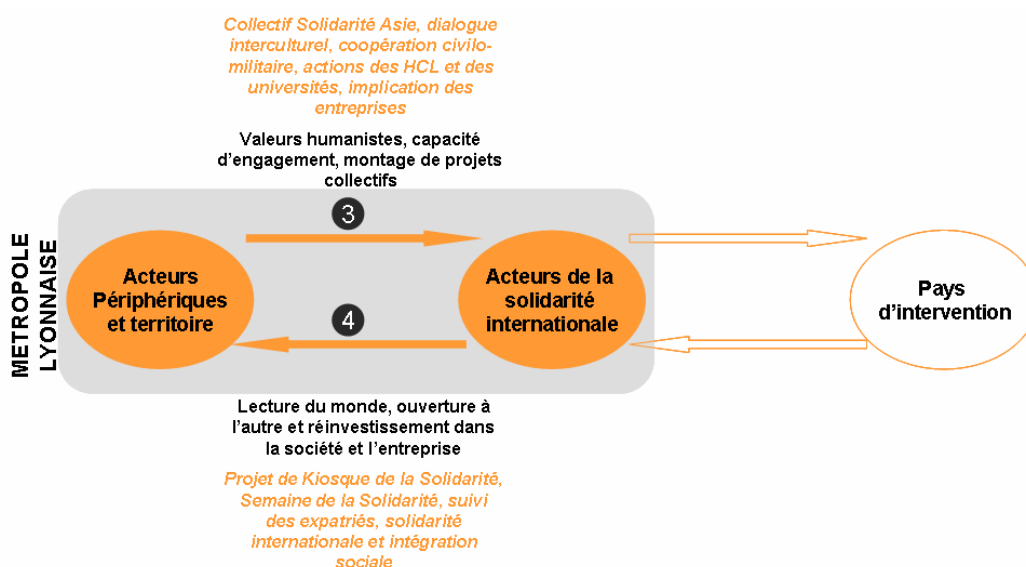


Figure 3 : l'ancrage territorial du système de la solidarité internationale

3.1 S'appuyer sur la métropole comme un socle territorial

Le territoire de la métropole et tous les acteurs périphériques qui y sont installés constituent un socle indispensable sur lequel les OSI peuvent s'appuyer pour mener à bien leurs missions. Elles trouvent à Lyon un terreau de valeurs humanistes, un dialogue interculturel riche et dynamique, mais aussi l'engagement de nombreux partenaires potentiels (entreprises, collectivités locales, hôpitaux...).

3.1.1 Les valeurs humanistes et chrétiennes fortes à Lyon

Une approche un peu réductrice de l'humanitaire conduit à le définir comme l'instrumentation de l'humanisme, la mise en pratique de l'humanisme, l'action qui consiste à aider, soigner, nourrir, sauver des êtres humains quelles que soient leur nationalité, leur religion, leur couleur, etc.

En outre, un bref retour sur l'histoire nous rappelle qu'une forme de l'aide humanitaire est apparue au Moyen-âge, lorsque la charité portée par l'Eglise catholique ciblait les pauvres avec l'objectif de les convertir ; Lyon, haut lieu du catholicisme, fut peut-être un lieu d'expression privilégié de cette charité chrétienne. Elle transparaît en tout cas à travers l'activisme historique et la renommée de ses hôpitaux.

"Universel et laïc, l'humanitaire ne se rattache à aucune religion, même si, dans ses formes occidentales, il ne peut nier certains liens de filiation avec la pratique de la charité chrétienne."

Éric Goemaere (Directeur de *Médecins sans frontières* Belgique)

En outre, Lyon est également connue pour avoir été un terrain d'expérimentations sociales et le berceau du mouvement mutualiste. On rappellera à ce titre les références aux figures de Flora Tristan et de Pauline Marie Jaricot qui portèrent chacune très haut les couleurs de la solidarité.

Enfin, les valeurs contemporaines de l'humanisme lyonnais s'incarnent bien à travers la figure de Charles Mérieux, médecin, industriel et humaniste qui a concilié intelligemment ses intérêts économiques avec l'action humanitaire de grande envergure et connue de tous.

Lyon est donc marquée historiquement par des valeurs d'ouverture à l'autre et de solidarité. Forte de cette histoire, elle se revendique aujourd'hui ville de dialogue et s'affirme de plus en plus dans les grands débats de la scène internationale.

3.1.2 Le dialogue interculturel est la marque d'une ouverture du territoire à l'autre

Les manifestations interculturelles sont également l'expression, dans l'agglomération lyonnaise, des liens de solidarité qu'entretient la population avec d'autres pays et d'autres cultures. Le dialogue interculturel participe ainsi indirectement à la sensibilisation et à l'éducation de la population locale aux enjeux du développement.

Divers acteurs à Lyon participent à la promotion des cultures étrangères et au dialogue entre les cultures comme les associations **Acapi**, **Inter-Service Migrants** (CORUM), **Mille et Une Langues** ou **Awal, Dia Dia** (association qui met en place des projets autour de l'Afrique, en vue de favoriser la transmission des cultures africaines). Chacun contribue à la mise en lumière de sa propre culture à travers des manifestations multiples : le **Karnaval Humanitaire**, l'**Africadanse**, **Soleils d'hiver** (pour découvrir les cultures du Sud), la **Caravane des cinémas d'Afrique**, la **Quinzaine béninoise** (découvrir la culture béninoise et aider au développement de ce pays), la **Semaine Africaine**, le **Débat Equitable** ou les **Journées Gastronomiques du Peuple Noir**.

Il existe ensuite à Lyon un ensemble de manifestations interculturelles qui sont chacune la marque d'une volonté de s'ouvrir aux cultures d'ailleurs, de faire découvrir d'autres modèles de pensée et d'autres modèles de développement. Que ce soit par exemple le **Festival Bisso Bessè** (organisé par le Forum Associatif Tous Ensemble qui regroupe une cinquantaine d'associations lyonnaises) qui a l'ambition de faire de Lyon la cité internationale des cultures afro et métissées ou le **Festival Aller-Retour en Argentine** organisé par Sol Ar (Solidarité avec l'Argentine), le **Trad des rades** (collectif pour la valorisation des musiques d'inspirations traditionnelles). D'autres festivals comme **Lyon Reggae Festival**, le **Festival Cinémas&Cultures d'Asie** (12^e édition en 2006), **Y Salsa Festival** ou encore la **Nuit Métisse** (qui accueille un public varié autour d'activités festives et musicales mêlées de débats et de rencontres sur les thèmes de la solidarité, de l'action humanitaire, du respect des cultures et de la défense des droits de l'Homme) participent au dialogue interculturel à travers les représentations artistiques.

Même s'il ne se traduit pas forcément en actes (de solidarité), le dialogue interculturel est la manifestation locale d'une ouverture à « l'autre », valeur fondamentale dans le domaine de la solidarité internationale. Il est le plus souvent à l'initiative de ressortissants du territoire qui souhaitent maintenir un lien avec leur pays d'origine et faire partager leur culture ou de personnes ayant eu une expérience à l'international (de solidarité ou autre) et qui peuvent s'appuyer sur leur réseau local de connaissances pour faire connaître leur pays de destination (comme par exemple **Ni fées ni affaires**, association

d'étudiants de l'Institut d'études politiques s'intéressant à l'interculturalité et dont le but est de promouvoir un développement solidaire de l'Argentine).

Le nombre important de manifestations interculturelles ne laisse cependant pas apparaître de manifestation d'envergure suffisamment significative pour être vecteur d'image pour l'agglomération lyonnaise.

Enfin, « l'interculturel » est également une notion d'entreprise : on parle de plus en plus de « management interculturel », de « savoir-être interculturel » etc. Bien qu'éloignée de la notion de solidarité, cette tendance traduit l'importance croissante d'être capable de comprendre « l'autre », au sens d'une autre culture, d'une autre vision du monde. L'Ecole 3A (Amérique, Afrique, Asie) basée à Lyon a investi ce créneau de l'interculturalité en se spécialisant dans le commerce avec les pays émergents. Sa vocation est de développer la faculté d'adaptation des étudiants à des pays et des cultures différentes dans le cadre de projets d'échanges commerciaux et/ou de développement (connaissance approfondie des trois continents, stages dans des entreprises et ONG). Les OSI lyonnaises constituent autant d'opportunités de stages pour les étudiants de l'Ecole 3A.

3.1.3 La mobilisation d'acteurs périphériques dans des projets de solidarité internationale

L'émergence d'un milieu métropolitain se reconnaît également à travers la capacité des acteurs périphériques de la solidarité internationale à s'engager dans des actions collectives et à partager des projets.

Le rôle croissant de la collectivité locale et des villes en particulier

- En tant que détentrice d'un savoir-faire spécifique dans le **développement urbain**

A Lyon comme partout en France, les collectivités locales jouent un rôle de plus en plus important dans le domaine de la solidarité internationale. La Région Rhône Alpes est d'ailleurs l'une des régions françaises dont budget consacré à la solidarité internationale est parmi les plus élevés.

Le Grand Lyon (en étroite collaboration avec l'Agence d'Urbanisme) intervient en outre de manière remarquée sur les questions de gestion urbaine (eau, déchets, voirie, habitat,...) dans le cadre de la coopération décentralisée. Avec la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) pour la rénovation des services de propreté, de voirie ou d'éclairage public, avec Beyrouth (Liban) pour la reconstruction des infrastructures d'alimentation en eau ou encore Addis Abeba (Ethiopie) pour la gestion des déchets et d'autres programmes de coopération. L'amplification du phénomène d'urbanisation dans les pays en

développement et les problèmes de gestion urbaine conduisent à une sollicitation accrue de l'expertise des villes « du Nord » dans ce domaine.

- En tant que **force mobilisatrice** des acteurs locaux dans des projets de solidarité internationale

La solidarité internationale se cristallise très souvent dans un élan de générosité lorsque survient une catastrophe dont tout le monde s'émeut. Dans cet élan, on peut mesurer la capacité des acteurs locaux à se coordonner et à engager des actions communes dans les territoires sinistrés. Suite au tsunami d'Asie, le Grand Lyon a impulsé une dynamique de coopération, le « **Collectif Solidarité Asie-Grand Lyon** » qui associe, les acteurs économiques (le GilMedef, la CGPME, la CCI, la Chambre des Métiers et la Générale des eaux), des associations et ONG (Atlas Logistique, Architectes de l'urgence, Bioforce, Bioport, Corail, Economie et Humanisme, Handicap International, Resacoop, Triangle GH et Vétérinaires sans frontières) et les Hospices Civils de Lyon. Le Collectif Asie regroupe un éventail assez large d'acteurs lyonnais prêts à se mobiliser. L'impulsion politique, bien que centrale, n'explique pas peut-être pas à elle seule cette mobilisation. Il faut peut-être y voir également l'esprit de solidarité et de dialogue que l'on reconnaît souvent aux Lyonnais... !¹

Des secteurs économiques qui peuvent trouver des débouchés dans l'humanitaire

Que ce soit par le financement des OSI (comme le club 1000 d'Handicap International) ou de projets économiques dans les pays en voie de développement ou aussi la mise à disposition de salariés à des ONG recherchant des compétences spécifiques par le biais des congés solidaires, l'entreprise peut se raccrocher de divers manières aux projets de solidarité internationale.

A Lyon, deux secteurs économiques en particulier peuvent parfaitement s'accommoder et profiter d'une stratégie de développement dans l'action humanitaire. Il s'agit, historiquement, du secteur de la **santé** et, plus récemment, du secteur du **numérique**.

- **Lyon, pôle de santé humanitaire ?**

La force du secteur de la santé à Lyon n'est plus à démontrer. Cette force tient à la présence sur le territoire :

¹ Dans les faits, cet élan collectif est vite retombé et a été suivi de peu d'effets...

- D'acteurs puissants de l'**industrie pharmaceutique** (Biomérieux, Sanofi-Pasteur, Meril, etc.) et de **laboratoires de recherche médicale**
- De grandes ONG actives dans le domaine de la santé telles que **Handicap International** ou **Vétérinaires Sans Frontières** et de taille plus modeste comme **Biologie Sans Frontières** ou l'**Association Médicale Missionnaire (AMM)**
- D'un bureau très actif de l'**OMS** : plus qu'une antenne de l'OMS (basée à Genève), l'OMS Lyon s'est vue attribuer des pouvoirs considérables sur la base du savoir-faire lyonnais dans le domaine de l'infectiologie (voir encadré page 33). Elle constitue un acteur de poids dans la santé humanitaire, doté d'une grande force de frappe et de déploiement opérationnel sans équivalent à Lyon.
- De la **Fondation Mérieux** (qui a financé le laboratoire P4 et fortement contribué à l'implantation de l'OMS à Lyon) dont les activités se développent aujourd'hui en Afrique (missions d'éducation dans la santé)
- Des **Hospices Civils de Lyon** (voir encadré page 34) dont l'engagement dans la coopération hospitalière avec les pays en développement est connu de longue date
- Des **centres de formation**, comme le **Centre Européen de Santé Humanitaire** (spécialement tourné vers la santé humanitaire et la formation continue), **Bioforce** (véritable école humanitaire plus transversale et opérationnelle) ou encore le **Centre International de Formation des Acteurs Locaux (CIFAL)**, centre associé des Nations Unies pour la branche coopération décentralisée et dont le Grand Lyon a retenu l'axe "Santé et développement durable".

Tous ces acteurs légitiment un positionnement fort de l'agglomération lyonnaise dans le domaine de la santé humanitaire. Mais ces acteurs entretiennent-ils des liens entre eux ? Y a-t-il chez eux un sentiment d'appartenance à un même milieu (de la santé humanitaire) ?

Quelques exemples de coopération existent entre ces acteurs : Biologie Sans Frontières (créée en 1991 et dont la mission est d'installer des laboratoires d'analyse médicale dans des zones peu urbanisées de pays en voie de développement) travaille ponctuellement avec BioMérieux, le Centre Européen de Santé Humanitaire et les HCL (mise à disposition de matériel technique), de même que Handicap International coopèrent avec les HCL dans le cadre de certaines missions. Cependant, malgré les forces en présence, le milieu de la santé humanitaire apparaît atomisé. Aucun lien solide ne permet de conclure à des coopérations récurrentes entre industriels, OSI et hôpitaux. En outre, force est de constater qu'aucun de ses acteurs ne joue (pour l'instant) un rôle fédérateur ou de carrefour capable de rassembler et d'impulser des projets communs. L'OMS et, dans une moindre mesure, le **Centre Européen de Santé Humanitaire** semblent être des acteurs pertinents pour le faire. Le savoir-faire

généraliste et opérationnel de **Bioforce** le dote également de la légitimité pour conduire des projets collectifs de santé humanitaire.

L'excellence de Lyon dans le domaine de la santé n'est pas étrangère à l'implantation et à la réussite de l'antenne de l'OMS

Extrait du dossier de presse sur l'OMS Lyon

“La collaboration entre l'OMS et Lyon est ancienne : la ville héberge depuis 1965 le Centre International de Recherche sur le Cancer, créé lors de la 18e Assemblée mondiale de la santé. Dynamique, la région Rhône-Alpes dispose d'une chaîne complète d'acteurs, allant de la recherche fondamentale au développement industriel. Lyon concentre un pôle d'excellence en viro-immunologie et biologie animale, un savoir-faire reconnu en R&D et en production de vaccins. Forte de la présence du laboratoire P4 Jean Mérieux/INSERM et d'un site de l'AFSSAPS (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé) spécialisé dans le contrôle des vaccins et sérums, l'agglomération compte aussi plusieurs unités de production de Sanofi Pasteur et Merial, leaders mondiaux du secteur.”

L'OMS sera amené à jouer un rôle croissant dans la prévention des risques épidémiologiques, une aubaine pour Lyon ?

Extrait du dossier de presse sur l'OMS Lyon

“Suite à la constitution de l'OMS en 1946, un Règlement sanitaire international a été adopté par les Etats Membres en 1951. Objectif : prévenir, surveiller et endiguer la propagation des maladies à potentiel épidémique tout en limitant les impacts sur le commerce et les échanges internationaux. Modifié à plusieurs reprises, le dernier Règlement sanitaire international imposait aux pays de déclarer la peste, le choléra et la fièvre jaune... L'encadrement législatif n'étant plus en phase avec le développement croissant des maladies infectieuses dans le monde, une révision du Règlement sanitaire international a été adoptée à l'Assemblée mondiale de la Santé en 2005. Prévue pour juin 2007, son entrée en vigueur va sérieusement renforcer la surveillance épidémiologique mondiale.

Devoir d'information

Toute urgence sanitaire doit désormais être notifiée à l'OMS. Mandatée pour en évaluer les risques, l'Organisation met alors à disposition du pays les recommandations et l'assistance technique adéquates.

Devoir de structuration

Les Etats Membres et leurs administrations publiques s'engagent à la mise en place des dispositifs nécessaires à la détection, l'analyse, l'alerte et la réponse en cas d'épidémie. Définie par l'OMS, la structuration de ces dispositifs comprend un niveau local, régional et national.

Devoir de collaboration

Chargée de la surveillance épidémiologique mondiale, l'OMS accompagne les Etats Membres en leur fournissant des normes de référence actualisées et une expertise technique. En échange, les pays sont tenus de se doter d'un service responsable de l'application nationale du Règlement sanitaire international. Ce service doit être en lien permanent avec l'OMS.

Ambitieux, ce nouveau Règlement sanitaire international impulse une obligation de moyens chez les Etats Membres. Il légitime davantage les activités de l'OMS en les inscrivant dans un cadre légal.”

Le rôle actif des HCL dans la coopération hospitalière

Les HCL représentent à eux seuls 50% des coopérations hospitalières en Rhône-Alpes. Ils concrétisent leurs engagements à l'international par des actions de formation (envoi d'experts et accueil de stagiaires), d'assistance technique, d'enseignement et de don de matériel réformé. Les actions de coopération sont matérialisées par des conventions dont les signataires sont : les HCL, l'Université Claude Bernard Lyon 1, la Ville de Lyon, la Région Rhône-Alpes, le Ministère des Affaires Etrangères ...

Enfin, les HCL effectuent des dons de matériel réformé uniquement à des associations ou des ONG françaises et à des hôpitaux étrangers partenaires dans un cadre conventionnel.

Pour ce faire, la direction des relations internationales établit une à deux fois par an une liste des associations et des ONG pouvant recevoir des dons de matériel réformé en privilégiant :

- les associations lyonnaises ou régionales
- les actions dans des pays avec lesquels les H.C.L., la Ville de Lyon ou la Région Rhône-Alpes sont impliquées

On note ainsi un nombre croissant de partenaires des HCL (institutionnels, associatifs, etc) dans le cadre de leurs actions de coopération.

Au plan local, cela prend forme de relations conventionnées avec certaines ONG et la ville de Lyon, la Région Rhône-Alpes et l'Université. Pour la plupart, il s'agit d'actions touchant à la fois à la dimension universitaire et à la dimension hospitalière qui conduisent à un renforcement de la collaboration entre les HCL et l'Université Claude Bernard.

- **La solidarité numérique, une opportunité qui reste à saisir**

L'implantation de l'**Agence de Solidarité Numérique** à Lyon en juillet 2005 illustre une volonté forte de positionner la métropole dans le domaine de la solidarité numérique. La solidarité numérique associe, par essence, les acteurs du monde économique (entreprises d'informatique, du numérique, des NTIC, etc.) possédant l'expertise et l'inventivité suffisantes pour offrir des débouchés à leurs produits et services dans les pays en voie de développement. La présence, à Lyon, de nombreux acteurs du numérique, notamment dans les jeux vidéo offre à l'Agence un vivier de compétences de proximité non négligeable. L'Agence trouve aujourd'hui logiquement sa place au sein de l'espace numérique de Vaise et à proximité des entreprises du pôles de compétitivité « Loisirs Numériques ». Le succès de l'Agence reposera sur sa capacité à mobiliser les entreprises du secteur du numérique sur des projets de solidarité internationale. (Voir l'entretien réalisé avec Louise Lassonde de l'Agence de Solidarité Numérique en annexe)

Des compétences dans l'action civilo-militaire mais peu en lien avec le milieu local de la solidarité internationale

Le **Groupe Inter-armées des Actions Civilo-Militaires** (GIACM) est basé à Lyon. Conçu comme un outil complémentaire aux modes d'action purement militaires, ce Groupe optimise l'interaction de la force avec l'environnement civil sur les lieux d'opérations. Il agit en complémentarité avec les organisations internationales, les ONG et/ou les armées étrangères. Il est donc un acteur à la marge de la solidarité internationale puisque sa mission consiste à rétablir l'ordre et les conditions de base nécessaires au redémarrage du pays sinistrés. Dans les pays d'intervention, il travaille en étroite relation avec les Organisations de Solidarité Internationale. Mais ces relations sur le terrain ne se traduisent pas nécessairement par des actes de coopérations à Lyon.

En effet, les relations de l'armée avec les OSI restent distantes du fait de l'ambiguïté suscitée par l'uniforme. *«Nous avons une relation courtoise avec le GIACM mais nous souhaitons nous préserver contre les risques d'être identifiés avec eux»*. (M Loiacono – Handicap International). Le GIACM intervient néanmoins sur la scène locale dans le cadre de formation (partenariat avec Bioforce, interventions pour le Centre Européen de Santé Humanitaire) et réunions d'information visant à expliquer leurs actions aux acteurs locaux.

Trois questions au Colonel Bordet du GIACM

Quelle est l'originalité de ce Groupement ?

Tout d'abord, c'est la seule unité des armées françaises spécialisée dans la préparation, la planification, et la mise en oeuvre de la coopération civilo-militaire. Ensuite, c'est une structure interarmées vouée à la projection qui regroupe aussi bien des agents de l'armée de l'air, de terre, de la marine que de la gendarmerie.

Quelles sont les raisons de votre implantation à Lyon ?

A ma connaissance, il n'y a pas de raison particulière qui explique notre implantation à Lyon. Mais il y a des avantages certains à être implantés ici. Lyon est tout d'abord une place militaire importante, elle abrite l'Etat Major de la RMD Sud Est, Région militaire de défense qui va jusqu'à Marseille ainsi que celui de la circonscription militaire de défense (CMD) qui couvre Rhône-Alpes et l'Auvergne. L'agglomération abrite environ 7000 officiers, sous-off, et militaires du rang sur une poignée de sites. Cela ne représente pas énormément par rapport aux effectifs nationaux, mais Lyon n'en demeure pas moins un centre stratégique. Et puis la proximité avec Genève également est un avantage. Nous sommes en étroites relations avec l'UNHCR, le CICR ou l'UNICEF basés à Genève !

Etes-vous en lien avec certains acteurs lyonnais de la solidarité internationale ?

Nous dépendons avant toute chose de l'Etat Major des Armées (EMA). Notre vocation n'est pas de devenir le bras armé des organisations locales ! Cependant, il est important pour nous de mieux se connaître car c'est le gage d'une intervention plus efficace sur le terrain. Nous participons donc à des rencontres ponctuelles avec les acteurs locaux comme Handicap ou CESH pour expliquer notre métier. Il nous est également arrivé de travailler avec Atlas Logistique dans le cadre d'une mission bien précise. D'une manière générale, on ne va pas chercher à renforcer ces liens, il est important que chacun reste à sa place. Par contre, avec Bioforce, nous avons une relation beaucoup plus formalisée puisque nous intervenons dans le cadre de leur stage de formation.

Pas de coopérations sans projets !

Ce qui peut sembler être une lapalissade mérite quand même d'être souligné. Nous avons vu que Lyon disposait des moyens d'une construction collective de projets de solidarité internationale. Et le Grand Lyon est légitime pour jouer un rôle de chef de fil et impulser une dynamique de projets collectifs d'autant que cette impulsion peut s'appuyer sur des compétences locales en matière de montage de projet (Resacoop, Bioforce, les grosses OSI comme Handicap ont ce savoir-faire). Les projets permettent en effet de faire tomber les barrières qui existent entre certains acteurs de la solidarité internationale et

acteurs périphériques. Le **Collectif Solidarité Asie-Grand Lyon** constitue un premier pas dans cette voie. Il montre également les difficultés (managériales, de gouvernance) à inscrire un élan collectif dans un projet pérenne de solidarité. Dans le domaine de la santé humanitaire en particulier, cette logique de projet collectif encore insuffisante peut trouver un écho favorable sur le plan opérationnel.

La logique de projet fonde en tous les cas sa légitimité et son efficacité par une mise en lisibilité des acteurs de la solidarité internationale (OSI et acteurs périphériques) sur la scène locale.

3.2 Valoriser localement l'engagement international

L'on commence à pouvoir parler d'un milieu métropolitain en matière de solidarité internationale car les OSI proprement dites entretiennent des relations de plus en plus fortes avec le territoire et contribuent aux dynamiques de celui-ci.

Leurs activités de solidarité internationale sont valorisées localement et trouvent un écho grandissant pour plusieurs raisons :

- d'abord parce que les OSI ont compris que, pour être soutenues intellectuellement mais aussi financièrement, elles doivent jouer un rôle local de sensibilisation du public pour partager leurs valeurs, expliquer les réalités de la solidarité internationale et tordre le cou à certaines idées reçues... Elles s'engagent donc aussi à Lyon et cherchent à devenir des lieux de dialogues et d'échanges pour ouvrir la métropole sur les enjeux du monde.
- ensuite, parce que de plus en plus de citoyens recherchent dans la solidarité internationale une voie d'enrichissement personnel pour "donner du sens à leur vie". Ils sont donc particulièrement attentifs aux actions et interventions des OSI de leur ville. Parfois cet intérêt personnel peut se transformer en engagement collectif citoyen et être réinvesti dans des projets locaux favorisant le lien social ou le développement d'activités à l'international.
- enfin, pour mettre en pratique le principe de « l'intérêt local à agir » les collectivités locales cherchent à mettre l'accent sur l'impact des actions de solidarité internationale pour le territoire. Elles sont ainsi particulièrement attentives aux liens qui peuvent se tisser entre des habitants de leur territoire et ceux des pays d'intervention, aux effets sur le développement de compétences des personnes amenées à intervenir à l'étranger, ou simplement aux effets positifs sur l'identité locale et l'image du territoire auprès de ses habitants.

3.2.1 Gagner en visibilité et lisibilité sur la place lyonnaise

Certaines OSI conduisent des actions individuelles dont l'objectif est de sensibiliser la population à la solidarité internationale et de conquérir de nouveaux donateurs. Parmi les manifestations emblématiques illustrant ce cas figurent par exemple la **Pyramide de chaussures** ou le **Sac à Sapin** organisées par Handicap International. Dans la même logique, le commerce équitable fait aussi l'objet de campagnes de sensibilisation et de promotion. Il est un domaine de la solidarité internationale où le citoyen peut agir directement (en ce sens, il se différencie de l'envoi de dons à des ONG), à travers la consommation de produits équitables. L'association **Equisol**, basée à Lyon et Saint Etienne, se donne précisément pour mission de promouvoir le commerce équitable dans les écoles, les institutions et les entreprises.

Mais les OSI lyonnaises l'ont bien compris : au-delà des actions individuelles, elles ont tout à gagner à construire des actions communes leur permettant de gagner en visibilité et en lisibilité sur la place locale. Leur proximité idéologique peut ainsi se voir renforcée par une proximité physique qui les rend capables de porter plus haut les valeurs et les actions qu'elles défendent. Des manifestations comme le **Village de la Solidarité** ou le **salon Uni-Terre** qui a lieu chaque année à la Part-Dieu s'inscrivent dans cette logique.

La forme la plus achevée de cette stratégie commune pourrait être celle du projet de **Kiosque de la Solidarité Internationale**. Celui-ci rassemble le Collectif des Associations de Développement Rhône-Alpes (CADR), initiateur du projet avec Handicap International, Atlas Logistique, Bioforce, le Ciedel, le Comité de Secours Internationaux (Cosi), Forum Réfugiés, Triangle Génération Humanitaire, AVSF-Cicda. Conçu sous la forme d'un centre d'accueil dans un bâtiment unique partagé par toutes les OSI partenaires, le Kiosque pourrait servir de **vitrine au milieu lyonnais de la solidarité internationale**. Il poursuit trois objectifs principaux :

- **informer** le public sur les réalités du monde et les besoins des pays les plus pauvres, et faire connaître les actions de solidarité internationale conduites par les associations rhonalpines.
- **accueillir et orienter**, c'est-à-dire être un lieu d'information, d'écoute, de dialogue et d'orientation pour les personnes, et particulièrement des jeunes, qui portent une idée ou un projet, qui veulent s'engager professionnellement ou comme volontaire, ou simplement veulent donner de leur temps et être solidaires.
- **fédérer les énergies** et favoriser des synergies entre acteurs : être un lieu de rencontre, permettant ainsi l'échange d'idées et de pratiques, pour une meilleure mise en oeuvre de la solidarité internationale

Ce projet a pour but de « *stabiliser les relations entre les OSI de la place locale à travers un projet concret. Celui sur lequel nous nous sommes mis d'accord est un projet d'information du public sur la solidarité internationale* » (M. Loiacono – Handicap International). Aujourd'hui, le projet de Kiosque est ce qu'il reste du projet Humanopôle soutenu à Lyon et abandonné par la suite (voir page 46)

3.2.2 L'implication des jeunes dans les projets de solidarité internationale

Beaucoup de jeunes sont tentés par l'expérience humanitaire. Que ce soit pour en faire leur métier (formations spécifiques existantes) ou parce qu'il correspond à « une étape de leur vie », l'engagement humanitaire revêt une importance particulière chez les jeunes : recherche de sens dans un monde en perte de repères, occasion de démarrer dans la vie active alors que le marché national du travail est morose, volonté de se rendre utile, etc. Les **associations étudiantes** de solidarité internationale sont nombreuses dans les universités et les grandes écoles (comme Solidari'Terre de l'EM et Centrale Lyon par exemple). Des dispositifs de soutien à l'engagement des jeunes existent également comme par exemple le dispositif de la Ville de Lyon «**Tous jeunes acteurs du monde**».

Resacoop manifeste la volonté de renforcer l'accompagnement des jeunes rhônalpins dans la solidarité internationale. Comment s'engager dans de bonnes conditions dans la solidarité internationale ? Comment capitaliser l'expérience acquise dans le cadre d'un projet de solidarité internationale ? En effet, peu d'éléments d'information existent sur le suivi des expatriés ou des personnes ayant eu une expérience dans ce secteur. Les ONG elles-mêmes réalisent très peu de suivi. Pourtant, les expatriés ayant eu une expérience de solidarité internationale réinvestissent dans la société ou dans le monde de l'entreprise leurs compétences acquises et leur ouverture d'esprit. Comment ces compétences peuvent-elles être davantage valorisées ? On notera que le Service de Coopération au Développement réalise ce travail de suivi : il aide les expatriés à se réinsérer et à poursuivre en Europe leur engagement pour un développement solidaire au Sud comme au Nord et entre le Nord et le Sud. Ce suivi mériterait d'être étendu à l'ensemble des OSI lyonnaises. (Voir l'entretien réalisé avec Rosemarie Di Donato de Resacoop, en annexe)

Des organismes comme **Bioforce** contribue, à Lyon, à orienter les volontaires dans la solidarité internationale et l'action humanitaire. Se revendiquant « Ecole de l'engagement humanitaire », Bioforce s'est doté d'un service d'orientation dont le but de faciliter l'entrée des personnes qui le désirent dans le milieu de la solidarité internationale. Le **Kiosque de la solidarité Internationale** répond également à cet objectif d'orientation. Ce qui est fait en

amont (orientation, formation) l'est beaucoup moins (voire pas du tout) en aval (suivi des coopérants, capitalisation d'expérience, facilités d'insertion dans la vie active). Aucune structure à Lyon ne semble s'est penchée sur la question de « l'après », voire la prise en charge de personnes désorientées quand elles reviennent après une mission longue et éprouvant de solidarité internationale.

3.2.3 Solidarité internationale et intégration sociale

Certains soulignent les vertus de l'expérience à l'international pour les personnes en difficulté d'intégration. Confrontées à "l'autre" lors de leur expatriation, ces personnes peuvent voir se renforcer leur sentiment d'appartenance locale, de retour chez eux. Le voyage à l'étranger apparaît comme une occasion de se (re)découvrir soi-même.

Des initiatives intéressantes dans ce domaine existent en Rhône-Alpes comme par exemple la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération de Romans -sur-Isère (Drôme).

Présentation de la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération de Romans

13 professionnels de l'insertion, de l'humanitaire et de la coopération animent un lieu de lutte contre l'exclusion et de formation qui accueille quotidiennement 60 stagiaires.

Organisme de formation à la solidarité et à la citoyenneté en vue de l'éveil de l'intelligence du cœur pour que chacun retrouve un sens à la dimension sociale de son existence.

Organisme de formation aux métiers de l'humanitaire avec la mise en place d'une logistique opérationnelle pour des missions d'urgence.

Appui Social Individualisé sur prescription ANPE pour des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Les Atouts de la Plateforme

Un potentiel permanent de ressources humaines et professionnelles, y compris un responsable opérationnel pour des missions d'évaluation de terrain

Un espace permanent de formation, incluant atelier et entrepôt, permettant chaque jour la récupération, le tri, la restauration, le conditionnement et le stockage de matériel divers (vêtements, jouets, matériel médical, scolaire, matériel d'urgence)

Une logistique administrative et de transport, permettant l'acheminement des personnes et du matériel selon les missions à réaliser

Un partenariat fort et diversifié permettant la réalisation de missions humanitaires ou de coopération internationale, en France ou à l'étranger : interventions dans le Gard ou en Algérie, réhabilitation en Irak, accueil de coréens et d'algériens, intégration dans les programmes de coopération décentralisée etc.

Bien que les effets positifs de ce type d'expérience n'ont pas été prouvés de façon systématique, la question de la correspondance entre la solidarité internationale et l'intégration sociale est de plus en plus considérée comme un moyen de lutter contre certaines formes d'exclusion.

De même, sur le modèle des structures qui permettent aux jeunes de s'engager comme volontaires dans la solidarité internationale, **Unis Cités** a été créé pour les jeunes qui ont envie de consacrer une année de leur vie à la solidarité en France dans le cadre d'un service volontaire.

Bien que les OSI lyonnaises aient peu de liens avec les acteurs d'insertion sociale, ces deux types d'acteurs agissent dans un univers proche et partagent les mêmes valeurs. Lyon, qui accueille un nombre important d'associations d'insertion et de solidarité internationale gagneraient peut-être à favoriser davantage leur rapprochement.

4 Quelles complémentarités possibles avec Genève ?

Sur la base de l'analyse du milieu de la solidarité internationale à Lyon, il apparaît intéressant de s'interroger sur le positionnement de Lyon par rapport à une ville comme Genève. De part la proximité géographique des deux villes d'une part et la notoriété de Genève sur la scène internationale d'autre part, la question se pose en effet de savoir s'il existe déjà des liens entre Lyon et Genève, des complémentarités à développer et des points de différenciation à mettre en avant.

4.1 Un système puissant de solidarité internationale basé à Genève

La présence de nombreuses organisations internationales et d'organisations non gouvernementales

(source administration genevoise, juin 2006)

- 22 organisations internationales avec accord de siège sont installées à Genève :

- ONU (1)
- Institutions spécialisées du système onusien (6) : BIE/UNESCO, OIT/BIT, OMM, OMPI, OMS, UIT
- Organisations internationales hors du système onusien (15) : ACICI, ACWL, AELE, BITH, CERN, CICR, COUR OSCE, CS, FISCR, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Elles représentent environ 16 000 emplois sur Genève

- Environ 170 ONG implantées à Genève ont le statut consultatif auprès des Nations Unies

Cela représente environ 2 400 emplois

Le nombre d'emplois de l'économie privée générés à Genève par la présence des organisations et des missions internationales est estimé à 14 000.

Des passerelles qui se développent entre le milieu universitaire et la Genève Internationale

La Genève Internationale constitue un vivier d'experts de proximité que l'université genevoise sollicite pour :

- professionnaliser les formations au développement et à l'aide humanitaire

Ex : Le Programme Interdisciplinaire en Action Humanitaire (PIAH) de l'Université de Genève

La complexification des crises et le devoir de professionnalisation des acteurs de l'humanitaire ont conduit l'Université de Genève, en partenariat avec l'Institut Universitaire d'Etude du Développement (IUED), à mettre en place cette formation. Bénéficiant de l'environnement de la "Genève Internationale", ce programme s'appuie notamment sur l'intervention dans l'enseignement d'experts travaillant dans des organisations internationales et ONG (CICR, ONU, OMS, UNESCO, etc.)

- accroître ses capacités de recherche et son rayonnement

Ex : L'Institut Universitaire d'Etude du Développement –IUED

Son but est de promouvoir l'enseignement et la recherche sur les problèmes de développement et de favoriser prioritairement (mais pas exclusivement) l'accueil d'étudiants du sud. Il tisse également des liens étroits avec les organisations internationales basées à Genève.

Ex : Le Pôle académique en hautes études internationales qui entrera en activité en janvier 2008– Maison de la Paix (juin 2006)

A l'initiative des autorités politiques cantonales et fédérales, ce pôle regroupera l'Université de Genève, l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED). Son objectif est *« de promouvoir les collaborations entre le monde universitaire et celui des organisations internationales dans le cadre de projets de recherche, de faire interagir institutions académiques et organisations internationales -- gouvernementales ou non-gouvernementales -- en vue de promouvoir le rôle de la Genève internationale et de la Suisse au service de la paix et de la justice. Pour ce faire, des efforts majeurs seront entrepris pour renforcer la qualité de la formation et de la recherche, ainsi que la qualité des prestations de services que le Pôle fournira à la communauté internationale et à la Confédération. »*

Le réseau universitaire genevois multiplie les passerelles avec la « Genève Internationale » pour exploiter les compétences et les potentiels qu'il peut y trouver.

Une politique spécifique d'accueil des organisations internationales

Pour se prévaloir durablement d'être le siège européen des principales organisations internationales, les responsables politiques genevois et fédéraux mettent en oeuvre une politique d'accueil attractive qui facilite leur implantation et leur travail sur place.

Cette politique d'accueil se conçoit à travers :

- Des offres immobilières et foncières avantageuse : c'est le travail que réalise la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI), créée par la Confédération et le Canton de Genève. Elle a pour but de faciliter l'implantation d'organisations internationales dans le canton de Genève. Pour ce faire, elle finance, construit, gère et entretient des bâtiments mis à disposition des organisations internationales ayant leur siège à Genève ou souhaitant s'y implanter.
- Des prérogatives de droit public particulières accordées aux organisations internationales : exemptions fiscales, territoriales, etc
- La présence de l'Ecole Internationale de Genève (plus de 3500 élèves) qui permet d'accueillir les enfants des acteurs internationaux

Une ville qui met en avant sa dimension internationale dans sa stratégie de promotion économique

L'Office de promotion économique du Canton de Genève met en avant la présence de la "Genève Internationale" pour souligner l'existence, à Genève, d'*"un riche environnement multi-linguiste et multi-culturel, qui, couplé avec le caractère et emplacement exceptionnels de la cité, en fait une place sans équivalence pour gérer et administrer des activités internationales"*. Dotée en outre d'un aéroport performant (où transitent 9 millions de voyageurs chaque année contre 6 millions pour l'aéroport Saint Exupéry) et d'une capacité d'accueil hôtelière importante, Genève se constitue de fait en un pôle attractif pour le développement de projets internationaux.

Mais une Genève Internationale qui est peu en lien avec la stratégie politique de rayonnement international

La « Genève Internationale » est très peu en interaction avec le tissu économique et politique local. Elle ne constitue pas un levier de développement international pour la Ville de Genève puisqu'elle en est presque totalement désolidarisée.

« Genève est le siège du plus grand nombre d'organisations internationales au monde. Mais cette « Genève Internationale » n'a pas beaucoup de relations avec la Genève « locale » politique, ou ce sont avant tout des relations

protocolaires. De fait, l'expertise genevoise ne passe pas dans l'international. Et c'est la grande différence avec Lyon qui a certes moins d'organisations internationales mais celles-ci sont beaucoup plus en lien avec la stratégie de rayonnement international de Lyon. Ceci tient notamment au fait que les fonctionnements administratifs et politiques des deux villes sont bien différents ». (Louise Lassonde, Agence de Solidarité Numérique)

Ainsi, Genève peut-elle se revendiquer comme terre d'accueil de nombreuses organisations internationales et en favoriser l'implantation mais elle n'a pas de réelle emprise sur ce milieu international dans le cas où elle voudrait infléchir ou orienter différemment son positionnement international.

4.2 Comment Lyon peut profiter de la proximité avec Genève ?

4.2.1 Le sentiment que Genève est inaccessible

“Pour la plupart des gens, Genève c'est loin ! Et pour y faire quoi ? Il n'y a que des ONG inaccessibles ! On ne joue pas dans la même cour. Les acteurs lyonnais sont peut-être complexés, en tout, ils manifestent une certaine frilosité à se rapprocher de Genève. Et puis, à Lyon, il y a très peu d'actions de lobbying (qui pourraient justifier un rapprochement avec Genève). C'est peut-être la conséquence de la prédominance du centralisme français qui freine peut-être le rapprochement avec Genève.” (Di Donato, Resacoop)

“Genève est un concurrent ! La proximité ne joue aucun rôle ! Elle n'a pas d'impact à Lyon !” (B. Silve, Bioforce)

4.2.2 Pour les grosses organisations, Genève est une place d'échanges et de partage d'information

Pour quelques OSI lyonnaises, Genève sert essentiellement de tribune dans leurs actions de plaidoyer et d'interpellation. Certaines sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU en reconnaissance de leur compétence et de leur expertise (Handicap International, AEDH, etc.)

“Genève est un lieu d'organisation de conférences internationales, de débats et de suivi des traités internationaux. Nos relations avec Genève sont courantes et étroites” (Loiacono, Handicap International)

“L’UNHCR est l’un de nos principaux partenaires” (Lombart, Triangle Génération Humanitaire)

4.2.3 Effets de proximité ou projets en commun avec Genève

Les maires des villes de Lyon et Genève ont manifesté, à deux reprises, leur volonté d’agir de concert dans le champ de la solidarité internationale

- En 2001, ils créent conjointement le réseau **Villes Unies contre la Pauvreté** (avec la ville de Bamako au Mali). Cette initiative résulte des rencontres internationales organisées à Lyon en 1998 et reconduites à Genève en 2000 sous l’égide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- En 2005, suite au Forum Mondial de la Société de l’Information, les deux villes (et le président du Sénégal) décident de se lancer dans la lutte contre la fracture numérique. Le Fonds Mondial de la Solidarité Numérique (FSN) est inauguré à Genève en mars 2005 et l’**Agence de la Solidarité Numérique** ouvre ses portes la même année à Lyon. Elle a pour fonction d’instruire les dossiers financés par le FSN.

Deux initiatives conjointes donc qui tendent à rapprocher les deux villes dans leurs actions de solidarité internationale.

Le projet d’Humanopôle atterrit à Annemasse plutôt qu’à Lyon !

Les relations de proximité entre les deux villes ne sont pourtant pas exemptes de concurrence. En 2002, il fut question d’implanter à Lyon un pôle humanitaire, sous le nom d’Humanopôle, plateforme rassemblant les acteurs lyonnais de la solidarité internationale dans un ensemble immobilier commun. L’objectif de ce projet était de donner de la visibilité aux OSI sur la place lyonnaise et d’attirer d’autres organisations internationales et ONG. L’étude de la MIPRA-ADERLY avait abouti à un projet jugé « trop onéreux » par les collectivités locales et n’a pas été suivi d’effets.

Aujourd’hui, le projet d’Humanopôle est en cours de réalisation à Annemasse. Un co-Financement en provenance de l’Etat, de la Région, de la Ville, du Conseil Général de Haute-Savoie et de l’Europe est prévu. Son but est de prospecter et accueillir les grandes ONG nationales et internationales en étroite collaboration avec Genève.

On observe, côté genevois, un système très puissant constitué de grosses organisations internationales sur un socle onusien et régi par le droit international. Du côté lyonnais, un milieu beaucoup plus diffus de petites ONG et de quelques grosses, qui repose sur un ancrage territorial plus fort

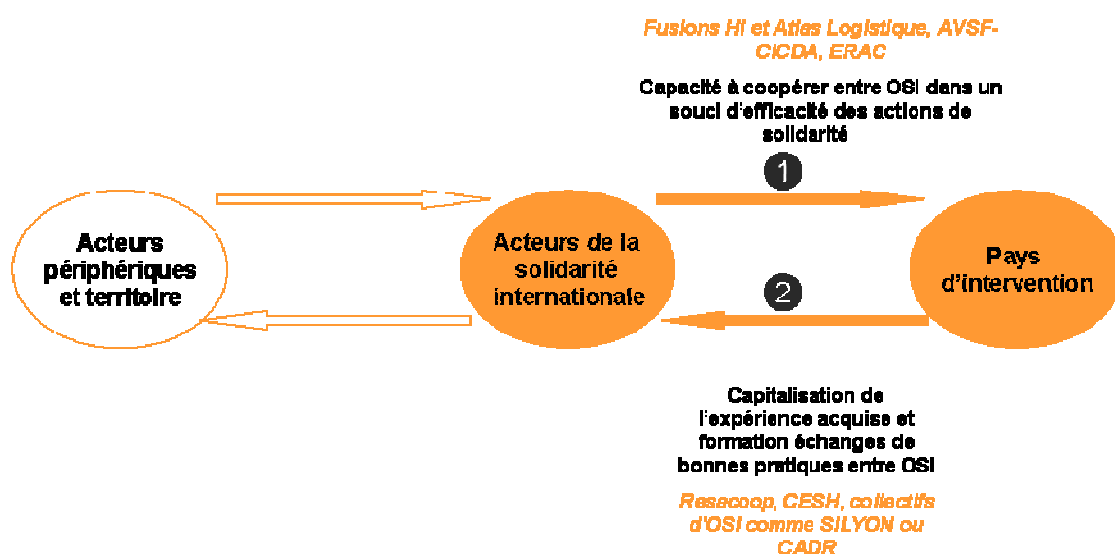
(participation des acteurs locaux aux actions de solidarité) et qui offre aux responsables politiques lyonnais des leviers d'action plus nombreux que ceux dont disposent les responsables genevois.

En outre, dotée d'une masse critique suffisante, Lyon tend à se constituer comme un pôle industriel, associatif et de recherche puissant dans le domaine de la santé humanitaire. C'est un élément de différenciation possible de Lyon par rapport à Genève.

En revanche, la masse critique du milieu de la solidarité internationale à Lyon apparaît insuffisante par rapport à la taille des organisations genevoises. L'abandon du projet Humanopôle qui en soulignait l'enjeu est peut-être la marque d'une frilosité politique qui n'a pas jugé opportun de fédérer les OSI lyonnaises dans un véritable pôle humanitaire.

5 Synthèse du diagnostic et recommandations stratégiques

5.1 Bilan du fonctionnement des axes ① et ②

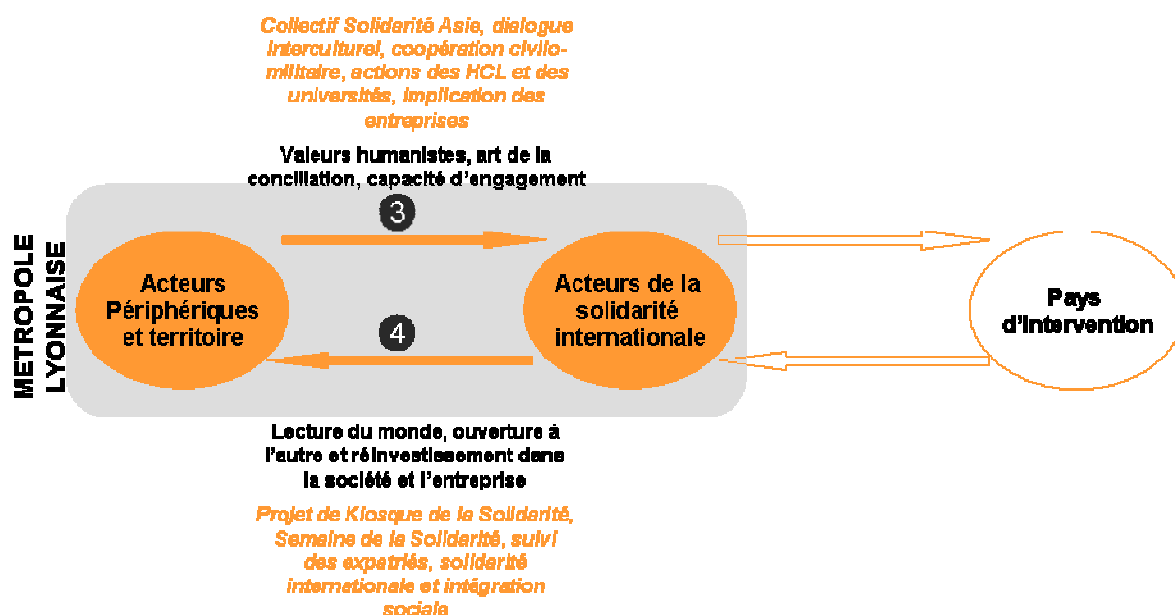


① Quelques exemples rares de coopérations entre OSI dans un souci d'efficacité des actions de solidarité.

- Ces coopérations se font entre les grosses OSI (rationaliser certains coûts, élargir son champ d'action, etc.)
- La possession par certaines OSI de **compétences opérationnelles et transversales** de montage et de gestion de projet
- Milieu **hétéroclite** dans lequel les grosses OSI n'ont pas grand-chose à voir avec les petites associations de bénévoles, si ce n'est le partage de certaines valeurs
- **L'absence de projet fédérateur**

- ② Des structures dédiées (Resacoop, CESH, CADR) en place et dont la mission est de faire partager l'information entre les OSI, de capitaliser les expériences et de favoriser le travail en réseau des OSI.

5.2 Bilan du fonctionnement des axes ③ et ④



- ③ Des manifestations de l'implication du territoire dans la solidarité internationale (nombre important d'acteurs, volonté politique, valeurs humanistes, etc.) mais :

- Une implication **peu formalisée** (« *on a l'impression que...* ») ou perçue par certains comme « *autoproclamée* »
- Malgré des **compétences et une expertise avérées** dans le domaine de l'humanitaire (Bioforce, armée, HCL, HI, AVSF, etc.)
- Les freins habituels au décloisonnement des actions, peur de l'**instrumentalisation** et de la confusion des genres : entreprise/OSI, armée/OSI, etc.
- Le **manque de projet partagé** (et d'un chef de projet) et fédérateur ; cf Collectif Solidarité Asie

④ Des velléités de la part des OSI lyonnaises pour renforcer leur ancrage local :

- Et visant à favoriser la compréhension de leurs actions et tisser une relation de **proximité** avec les habitants et acteurs locaux (projet de Kiosque de la Solidarité Internationale)
- Outre les bénéfices en terme de **rayonnement** pour la métropole, difficulté à mettre en valeur l'intérêt du territoire dans les actions de solidarité internationale (« intérêt local à agir »)

5.3 Recommandations stratégiques

Pour renforcer et développer le milieu de la solidarité internationale à Lyon, les efforts peuvent porter sur chacun des quatre axes :

- Axe ❶ : Renforcer encore davantage les coopérations entre les OSI
 - Par la constitution d'un pôle plus visible (partage d'un espace commun) de la solidarité internationale à Lyon ; cf le Kiosque de la Solidarité Internationale
 - Par le renforcement des partenariats entre OSI sur un mode **projet** ; la collectivité peut devenir l'initiateur de tels projets
- Axe ❷ : Conforter le rôle de Resacoop dans ces missions d'aide à la recherche de financement et d'ingénierie de projets de solidarité.
- Axe ❸ :
 - Créer un événement inter-culturel d'envergure (émanant de résidents étrangers vivant à Lyon) comme une manière de donner à Lyon une image de dialogue et d'ouverture aux autres cultures
 - Impulser une dynamique de projet capable de rassembler un certain nombre d'OSI et d'acteurs périphériques : la collectivité locale pourrait dégager des financements suffisants pour impulser une dynamique. Cette dernière peut également être portée par des acteurs indépendants et légitimes reconnus pour leur expertise comme Handicap International.
- Axe ❹ :
 - Créer un dispositif efficace de suivi et de capitalisation des expériences de solidarité internationale pouvant déboucher sur des dispositifs d'aide à la réinsertion dans le tissu économique
 - Promouvoir les actions initiées par les OSI visant à gagner en visibilité sur la place lyonnaise : le Kiosque de la Solidarité International peut faire office de lieu de regroupement des OSI lyonnaises et constituer un premier pas vers une dynamique de projet de plus grande envergure.

6 Conclusion : quelle stratégie pour la collectivité ?

Sur quels fondements peut-on construire une stratégie collective ?

Le milieu de la solidarité internationale se définit avant tout par ses **valeurs**. Valeurs de **respect**, d'**engagement**, de **responsabilité** et de **réciprocité** entre des populations dont les cultures, les modes de vie et les repères sont souvent très différents. Ces valeurs peuvent être considérées comme le dénominateur commun à tous les acteurs de la solidarité internationale implantés à Lyon, de la plus petite association de bénévoles à la plus grande ONG. Les valeurs de solidarité incarnées dans l'« humanisme lyonnais », la puissance du milieu associatif ou la naissance du mouvement coopératif ne sont pas étrangères à la **multitude d'initiatives et d'acteurs de la solidarité internationale présents dans l'agglomération**. La richesse du milieu lyonnais de la solidarité internationale est une première caractéristique forte dont peu de métropoles, à part Paris, peuvent revendiquer l'existence.

Par ailleurs, les valeurs de la solidarité internationale expliquent en partie les relations entre les OSI ainsi que leurs modes de fonctionnement. Elles sont à la fois sources de cloisonnements entre les acteurs (on ne travaille pas avec l'armée ou avec des entreprises à n'importe quelle condition) mais ouvrent également la voie vers certains rapprochements et partenariats entre acteurs qui peuvent s'établir sur une relation de confiance.

Mais ces valeurs de la solidarité internationale ne suffisent pas à expliquer les modes de fonctionnement de ce milieu. Aujourd'hui, plus que jamais, pour être légitime et responsable, le militantisme ne suffit plus : il doit se doter des outils nécessaires à l'**efficacité** de l'action de solidarité internationale. Aussi, les valeurs se doublent-elles aujourd'hui d'une **exigence d'expertise et de savoir-faire**. Or un certain nombre d'acteurs lyonnais de la solidarité internationale peuvent se prévaloir de posséder, outre des domaines d'expertise, **un savoir-faire dans le montage et la gestion de projets de solidarité internationale à travers des compétences opérationnelles et transversales** : montage financier, logistique, management de projets partenariaux, communication, évaluation de projets, etc. Parmi ces acteurs figurent les grandes OSI lyonnaises (Handicap International, VSF-CICDA, Forum Réfugiés, Triangle) ou des acteurs comme les HCL ou les militaires de l'action civilo-militaire et également des acteurs capables de transmettre ces compétences comme Bioforce ou le CESH. De fait, ces acteurs jouent (ou peuvent jouer) sur l'agglomération un rôle pivot et constituent une ressource locale solide pour le milieu dans son ensemble.

Quels sont les leviers d'action de la collectivité pour renforcer ce milieu ?

Valeurs et expertise sont les deux fondements du milieu de la solidarité internationale à Lyon. C'est donc en prolongement des dynamiques qui en sont issues que les collectivités (Ville de Lyon, Grand Lyon, Région) peuvent affirmer leurs rôles d'appui et d'animation de projets :

- **D'appui** : qui renforce davantage le sentiment d'appartenance et l'ancrage territorial des acteurs du milieu de la solidarité internationale (le projet de Kiosque de la solidarité internationale va dans ce sens)
- **D'animation de projets** : qui mobilise rapidement et efficacement les acteurs locaux de la solidarité et fait appel à l'expertise locale (comme le Collectif Solidarité Asie par exemple) sur des projets précis.

Quels emblèmes pour la métropole ?

Ce thème de la solidarité internationale pourrait être aujourd'hui à la fois facteur de fierté et d'appartenance locale et facteur de rayonnement et de mise en valeur sur la scène internationale pour la métropole lyonnaise. Trois emblèmes peuvent être envisagés.

- **Un emblème transversal**

Lyon, métropole de l'engagement humanitaire

« C'est à Lyon que votre engagement humanitaire prendra véritablement corps ! ». Répondant à l'exigence de professionnalisation des actions humanitaires, le milieu lyonnais propose en effet des dispositifs et des savoir-faire qui mettent en place de vrais parcours professionnels pour ceux qui souhaitent s'engager efficacement dans la solidarité internationale. La présence d'acteurs à Lyon fortement engagés dans cette logique d'efficience et d'efficacité témoignent de la pertinence et de la qualité du milieu local, à l'heure où l'engagement humanitaire ne peut se contenter d'élans spontanés (et sporadiques) de générosité. **Bioforce** symbolise parfaitement cette nouvelle logique d'engagement humanitaire et constitue une des forces et des originalités de Lyon. Se présentant précisément comme **une école de l'engagement humanitaire**, Bioforce poursuit deux objectifs : assurer la formation de ses étudiants à l'action humanitaire dans la logique de professionnalisation du milieu et leur offrir en même temps un parcours cohérent et structuré dans la solidarité internationale qu'ils pourront valoriser par la suite dans leur parcours professionnel.

En outre, le positionnement de Bioforce dans le milieu de la solidarité internationale est spécifique : à l'interface entre ONG, organismes institutionnels et entreprises, l'Institut se veut être le point de convergence d'acteurs divers qui le considèrent comme une ressource ou un pivot dans le cadre de leurs projets de solidarité. Sans parti pris pour une forme

d'engagement ou une autre, l'école Bioforce tisse en effet des liens avec une grande variété d'acteurs, ce qui justifie sa **position de carrefour** : partenariats avec le GIACM, les HCL, les OSI locales (grosses comme petites), les entreprises (par le biais de la CCI) et les organismes de solidarité locale (convention de partenariat avec la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération de Romans-sur-Isère, missions dans le quartier des Minguettes où Bioforce est implanté). La présence, à Lyon, d'un tel organisme, qui ne connaît d'équivalent ni à Bordeaux, Marseille ou Paris, est non seulement structurant pour le milieu local de la solidarité internationale mais constitue en plus un réel élément de différenciation pour la métropole. Il pourrait jouer un rôle d'emblème de Lyon même sa notoriété auprès du grand public demande encore à s'affirmer.

- **Deux emblèmes sectoriels**

Lyon, métropole de la santé humanitaire

Dans le domaine de la santé humanitaire, nous avons vu que la métropole accueille un vivier d'acteurs variés (industriels, OSI, hôpitaux, centres de formation, etc.) spécialisés dans la santé et qui sont légitimes pour conduire des actions de santé humanitaire. Malgré leur présence sur le territoire, ces acteurs semblent entretenir un niveau de coopération assez faible mais qui génère tout de même occasionnellement des partenariats ponctuels intéressants (Biologie Sans Frontières avec Biomérieux, les HCL avec certaines OSI locales, etc.). Trois acteurs en particulier incarnent la dynamique lyonnaise en matière de santé humanitaire :

- **L'OMS** à Lyon et ses perspectives de développement qui renforcent d'autant la légitimité de Lyon dans la santé humanitaire.
- Le **Centre Européen de Santé Humanitaire**, qui demande encore à se positionner de manière plus visible dans le tissu local mais qui peut jouer un rôle pivot intéressant à terme
- **Handicap International** qui incarne le mieux la solidarité internationale par sa démarche militante emblématisée de longue date par la pyramide de chaussures.

Lyon, métropole de la solidarité numérique

En accueillant l'Agence Mondiale de Solidarité Numérique, Lyon a manifesté la volonté de se positionner sur une forme nouvelle de solidarité, celle qui tente de répondre au problème de la « fracture numérique ». Forte d'entreprises dynamiques dans le secteur du numérique, l'agglomération lyonnaise pourrait à terme développer une expertise et être force de proposition de projets de

solidarité numérique relayés par l'Agence. Une piste de positionnement encore jeune mais qui ouvre des perspectives intéressantes.

Annexes

Entretien avec Rosemarie Di Donato, coordinatrice de Resacoop

« La question centrale est comment valoriser l'enrichissement personnel et professionnel qu'apporte une expérience de solidarité internationale »

Entretien réalisé par Geoffroy Bing (Nova7) le 27 février 2006

Il est difficile d'avoir une vision claire des acteurs qui composent le milieu de la solidarité internationale, d'établir une typologie représentative de ces acteurs. Comment faut-il appréhender ce milieu à votre avis ?

Le tissu d'acteurs de la solidarité internationale est composé en grande partie de petites, voire très petites associations ; beaucoup de migrants, d'origine africaine notamment, ont monté leur association pour aider leur pays d'origine. Ensuite, c'est un milieu qui est composé essentiellement de bénévoles qui sont très impliqués dans l'action humanitaire ou le développement ; ils sont peu identifiés et c'est dommage ! Ce sont souvent des gens qui bossent bien et qui n'ont pas le temps d'aller aux réunions ou prendre du recul à travers des échanges d'expériences ou d'information. La question qui me semble alors importante est de savoir capter l'énergie de ces actifs qui ne sont pas des professionnels, qui ont leur boulot en plus du temps qu'ils passent dans l'association et d'étudier les passerelles qu'il y a entre leurs compétences professionnelles et leurs actions de solidarité en tant que bénévoles. C'est un enjeu important qui n'est pas seulement celui de la solidarité internationale mais qui a un impact sur la vie de la cité.

Avez-vous l'impression qu'à Lyon le milieu de la solidarité internationale est particulièrement dynamique ?

C'est difficile à dire. Le slogan « Lyon, capitale de l'humanitaire », c'est un peu de l'autoproclamé ! C'est tellement autoproclamé que cela finit peut-être par être vrai ou à instaurer une sorte de croyance autour de cela...

De fait, Lyon, en tant que grande ville, connaît beaucoup d'initiatives dans ce domaine mais c'est plus un effet masse à mon sens. Il est difficile de dire qu'elle en comporte plus que Marseille ou Bordeaux par exemple. A Paris,

c'est tout autre chose. C'est là que sont implantés les principaux sièges des plus grandes organisations, il y a une pléthore d'acteurs multiples et variés. D'ailleurs, il serait impossible de mettre en place un dispositif tel que Resacoop parce que le milieu de la solidarité internationale y est indécodable, trop complexe ! Je pense par contre à Rennes, et à la région Bretagne en générale, qui font aussi office de référence dans le domaine de la solidarité internationale.

Mais je pense que ces références sont principalement dues au rôle des collectivités locales. La Région Rhône-Alpes est connue pour être engagée de longue date sur ces questions là. Les chiffres sont là pour le montrer, elle consacre un budget conséquent aux actions internationales ; C'est, à mes yeux, le principal élément différenciateur.

Au-delà de l'effet d'image que cela provoque, l'implication de la collectivité locale sur ces questions contribue à créer un environnement, une ambiance propices à l'initiative dans ce domaine même si c'est difficile à mesurer.

Par rapport à Genève, qui est la ville par excellence de la coopération internationale, comment situez-vous Lyon ?

Pour la plupart des gens, Genève c'est loin ! Et pour aller y faire quoi ? Il n'y a que des ONG inaccessibles. On ne joue pas dans la même cour. Je pense que les acteurs lyonnais de la solidarité internationale font un peu un complexe par rapport à Genève, en tout cas, ils sont frileux. Alors qu'ils pourraient effectivement mener des actions de lobbying ! C'est probablement aussi le résultat de la prédominance du centralisme français qui freine peut-être le rapprochement avec Genève... En tant que coordinatrice à Resacoop, je n'ai moi-même plus vraiment de raison d'y aller si ce n'est par intérêt personnel.

L'idée que l'on se fait de la solidarité internationale a-t-elle vraiment changé ces dernières années selon vous ?

Le terme de solidarité internationale a une forte connotation judéo-chrétienne, et évoque spontanément l'aide des pays riches aux pays pauvres. Ce n'est pas notre bannière à Resacoop. Ici, on préfère le terme de coopération où prédomine un rapport d'égal à égal ; Ce n'est pas qu'un discours ! Sur de nombreux sujets, les pays « développés » auraient tout intérêt à apprendre des pays en voie de développement. Par exemple, on aurait besoin de s'inspirer des pays du Sud pour la prise en charge des personnes âgées ou sur les questions de lien social ; La solidarité internationale, c'est toujours connoté Nord-Sud alors que pour nous, c'est tout le monde aide tout le monde. Notre démarche, c'est la coopération,

c'est-à-dire avancer et agir ensemble. Si le terme de « solidarité » ne fait que se substituer à celui « d'aide », alors on n'aura pas avancé !

Qu'est-ce qui explique, selon vous, ce changement de posture dans le domaine de la solidarité internationale ?

Je pense que c'est une réponse au phénomène de mondialisation qui investit notre quotidien, qui est maintenant à nos portes ; Cela va de paire bien sûr avec l'émergence d'institutions internationales dans les années 90 et un ensemble d'événements, type Rio, et surtout Johannesburg, qui nous nous ont fait prendre conscience que nous ne sommes plus en dehors du monde, et de la tension de l'extérieur vers l'intérieur ; Immergés dans un monde de plus en plus complexe, les citoyens sont à la recherche de clés pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et trouver un sens à leur vie. Ce sens, certains le trouvent à travers la solidarité, pas seulement internationale, mais la solidarité au sens global.

Et c'est ce que vous essayez de promouvoir et d'organiser chez Resacoop... ?

En effet, Resacoop n'est pas un opérateur de la coopération, on vient en appui aux gens; on essaie de faire en sorte que les gens se rendent compte des raisons pour lesquelles ils s'intéressent à la solidarité internationale et en quoi cet intérêt donne du sens à leur vie et à leur manière d'agir ici. On essaie de donner de la cohérence, et de pousser les gens à se poser la question de l'engagement dans la solidarité internationale. C'est la raison pour laquelle c'est plus la notion de citoyenneté internationale qui nous intéresse. La solidarité internationale est un outil au service de la citoyenneté internationale. La question centrale est comment valoriser l'enrichissement personnel et professionnel qu'apporte une expérience de solidarité internationale. Cet enrichissement se retrouve par la suite chez ces personnes dans leur manière de travailler, d'être avec les autres, de mener des projets, etc. A ce titre, il est très dommage que l'on ne valorise pas plus les gens qui ont une expérience à l'étranger et qui travaillent en entreprises. Ils ont des compétences intéressantes que l'on ne trouve pas chez le premier venu ! Il ne faut pas circonscrire la solidarité internationale à une espèce de petit club de 30-40 organisations que l'on pourrait labellisées, il faut sortir de cela !

Vous attribuez à la coopération internationale des vertus qui ne sont pas suffisamment valorisées. Quelles sont-elles selon vous ?

La coopération internationale est synonyme d'ouverture. Elle fait sauter des verrous dans notre inconscient collectif qui va faire qu'on va peut-être être

plus décideur ou plus volontariste ou prendre plus d'initiatives. C'est l'acquisition de compétences à travers l'action internationale qui peut aider à mettre en œuvre d'autres choses ici, à une échelle locale. En quoi ces expériences à l'étranger peuvent-elles se transformer en valeur sociale, être réinvesties dans l'action locale ? Une action que devrait mener la Région serait de dispenser une formation aux étudiants qui s'apprêtent à partir à l'étranger qui leur permette de se préparer et de tirer meilleur profit de leur expérience.

Dans la même logique de décroisement du secteur de la solidarité (internationale) et de passerelles avec d'autres secteurs, pensez-vous qu'il existe une sorte d'essaimage en provenance des grosses ONG, type Handicap International et que la présence à Lyon de grandes ONG profite directement ou indirectement à d'autres secteurs de l'économie locale ?

Sans HI (150 salariés), Lyon serait certainement moins connu mais je ne pense pas qu'il y aurait moins d'acteurs de la solidarité à Lyon ; Je ne crois pas qu'il existe un système organisé autour de Handicap, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'essaimage ou d'effets indirects ! Pour prendre un exemple, le directeur actuel de l'antenne lyonnaise de l'Institut de Mécénat de Solidarité (IMS, dont le siège est à Paris) est un ancien d'Handicap. Ce qui montre que ces gens, de passage dans le secteur de la solidarité internationale, vont ensuite planter la graine dans d'autres secteurs et continuer dans cette voie.

Mais incontestablement, les grosses ONG comme Handicap exercent une force d'attraction pour un certain nombre de jeunes (comme Bioforce qui a fait un travail pour reclasser les anciens expatriés) et elles offrent la possibilité d'un engagement dans la solidarité internationale tout en véhiculant une image forte qui conforte les gens dans leur expérience.

Quels sont pour vous les freins à ces décroissements ?

On a tendance à toujours opposer l'action intéressée à l'action désintéressée, ce qui fait d'ailleurs que l'on a du mal à avancer sur cette question de la solidarité avec le monde de l'entreprise ; Mais je pense qu'il n'y a pas vraiment d'action désintéressée, tout le monde a intérêt à travailler ou mener des actions à l'international. Il suffit alors de se le dire et que cet intérêt soit acceptable et accepté ! Cela peut paraître très philosophique mais c'est en fait du bon sens ! Et c'est avec ce bon sens que l'on va pouvoir faire avancer de nouvelles initiatives, en particulier qui permettent de croiser des acteurs qui n'ont pas forcément l'occasion de le faire.

Pensez-vous qu'à l'instar de ce que l'on observe dans le domaine des entreprises, il puisse exister une sorte de cluster de la solidarité internationale à Lyon pouvant être source de rayonnement de la métropole et d'attractivité pour d'autres acteurs de la solidarité ?

Je connais plusieurs cas d'ONG parisiennes qui désirent s'installer à Lyon car il existe un potentiel d'emplois et d'action et les conditions de vie sont jugées plus attractives. Mais cela, on le retrouve aussi chez les entreprises et les habitants, ce n'est pas spécifique au milieu de la solidarité internationale. Je pense que ce qui génère de l'attractivité à Lyon dans ce domaine, c'est plutôt les actions et le positionnement des pouvoirs publics.

Sur cette question, il y a eu un projet de création d'une plateforme de la solidarité internationale à Lyon porté par la MITRA (anciennement ADERLY). A l'époque, on se posait la question de savoir s'il n'y avait pas, en Rhône-Alpes, un potentiel susceptible d'attirer des organisations internationales. C'était au moment où Bioforce était à la recherche de nouveaux locaux. Au début, l'étude portait sur les besoins immobiliers : les associations ont commencé à se manifester, à exprimer leurs besoins et à réfléchir à leurs raisons de cohabiter. L'idée était de dire que ça pourrait être intéressant de concentrer des associations dans un espace commun pour favoriser les synergies, avoir plus de visibilité. Le projet n'a finalement pas été mené car l'étude immobilière avait abouti à un projet immobilier pharaonique qui a été abandonné par les collectivités locales. Aujourd'hui, à l'exception de Handicap International et de Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières qui cohabitent au sein de l'ERAC, chacun joue un peu dans sa cour.

Mais depuis 2-3 ans, on essaie de remobiliser cette dynamique à travers le projet de Kiosque de la Solidarité Internationale, qui est véritablement la première manifestation d'une action collective !

Quels sont les objectifs du Kiosque ?

Le Kiosque sera un espace d'information et d'orientation du grand public sur les questions internationales. Sa vocation est de constituer un point focal pour les personnes souhaitant s'informer sur les questions internationales ou s'investir dans des actions et de contribuer ainsi à l'implication des Lyonnais dans la coopération et la solidarité internationales.

Resacoop assure l'animation technique, fait en sorte de réunir les conditions pour que tout le monde s'exprime sur le projet, et est l'initiateur des premiers contacts avec les politiques.

Que pensez-vous de la réflexion sur la Solidarité Internationale dans la démarche Lyon 2020 ?

Je pense que le discours sur la solidarité internationale dans la démarche Lyon 2020 ne doit pas être un discours ghettoïsant : il faut la solidarité internationale soit remise dans le quotidien des gens pour que ce soit un ressort pour faire autre chose, un enrichissement et que cet emblème ne soit pas réduit à la « générosité lyonnaise ». J'insiste, la solidarité internationale est une notion très transversale, ce n'est pas quelque chose qui est à côté de la vie de tous les jours. C'est plus de citoyenneté internationale que de solidarité internationale dont il faut parler maintenant.

Entretien avec Louise Lassonde, secrétaire exécutive de l'Agence de Solidarité Numérique

« Contrairement à Genève, les organisations de solidarité internationale lyonnaises sont beaucoup plus en lien avec la stratégie de rayonnement international de la ville »

Entretien réalisé par Geoffroy Bing le 31 août 2006

D'où est venue l'idée de créer une Agence de la Solidarité Numérique ?

Elle est née d'un processus, le Sommet Mondial de la Société d'Information, qui est un processus étatique mais dont l'originalité a été son ouverture à la société civile et aux acteurs privés. Ce Sommet a donc inauguré un cadre nouveau de dialogue parce qu'il associait des acteurs nouveaux. Et c'est dans ce nouveau cadre d'action que Lyon a pris l'initiative d'organiser le 1er sommet des collectivités locales qui a fédéré des collectivités locales impliquées dans le numérique.

Le président Wade disait qu'il n'y a pas de mécanismes de financement adaptés à l'économie de la connaissance. En effet, tous les mécanismes existants sont destinés en priorité aux Etats et non à des petites structures d'une part et les fonds concédés ne sont pas rapidement décaissables d'autre part. Lyon a été sensible à cette question et a accordé une tribune au président sénégalais lors du forum. Cette idée s'est vue concrétisée par la suite par la création du Fonds de Solidarité Numérique qui a été validée lors du Sommet Mondial de la Société de l'Information dans la phase de Tunis. Lyon s'est alors proposée d'accueillir l'Agence.

Depuis quelques années, on voit s'amplifier le débat sur la « fracture numérique », sur les inégalités d'accès à l'économie de la connaissance. En quoi l'Agence de Solidarité Numérique constitue-t-elle une réponse à ces nouveaux défis ?

Il y a une dizaine d'années, on avait d'un côté les affaires et de l'autre la solidarité. Dans le contexte actuel de mondialisation, tout est en train d'être maillé : les entreprises sont obligées de trouver une formule nouvelle pour conquérir les marchés et quand ces marchés ne sont pas solvables, elles entreprennent des actions de solidarité. C'est un peu dans cette logique que s'est créée l'Agence. Elle a pour mission fondamentale d'adapter les outils TIC aux populations qui n'y ont pas accès aujourd'hui et d'en garantir

l'assimilation. L'Agence de Solidarité Numérique va être le catalyseur de bons projets financés par le Fonds. Elle est donc une sorte de « Go Between » entre ceux qui ont une expertise et ceux qui sont porteurs de projets. Et nous avons pour rôle aussi d'orienter les industriels (et leur R&D) vers des produits répondant aux besoins de ces marchés potentiels. C'est un rôle de catalyseur de la R&D. C'est quand même très différent des actions de solidarité internationale traditionnelles !

En quoi le secteur du numérique ouvre-t-il de nouveaux horizons en matière de solidarité ?

C'est un secteur en évolution extrêmement rapide qui nécessite beaucoup de créativité mais dont les débouchés sont quasi illimités.

Dans les jeux vidéo par exemple, le plus grand marché est dans les pays en développement. En effet, c'est un outil puissant de transmission d'information, de formation, qui peut servir aux analphabètes. Et c'est un potentiel que l'on ne soupçonnait pas ! Pourtant, dans les pays d'Afrique, la communication passe essentiellement par l'image et le son.

Dans le domaine de la santé, alors que l'OMS Lyon est en train d'établir le règlement sanitaire mondial qui sera le code de conduite que devront suivre les pouvoirs publics pour éviter les épidémies, les TIC sont un outil indispensable et de plus en plus efficace pour assurer la veille, anticiper et prévenir les épidémies.

Il y a également des outils qui voient le jour dans les pays développés dont l'application dans les pays en développement est trop souvent sous-estimée comme par exemple le projet de l'IFREMMONT qui est un outil performant de prévention à distance des catastrophes.

Et il y a comme cela tout un tas d'innovations et d'idées qui émergent dans le secteur du numérique qui gagnent à être valorisées et qui trouvent d'autres champs d'application notamment auprès des populations défavorisées. Nous devons être le diffuseur de ce genre d'innovations. Je dirais que nous sommes un incubateur et un diffuseur au sens de « mettre en relation les gens » !

Et comment allez-vous vous y prendre pour ce rôle de mise en relation ?

Nous devons travailler avec tous les milieux (entreprises, université, politiques, société civile). Il est en effet nécessaire qu'il y ait un portage politique fort d'un côté, l'expertise du privé et la R&D des milieux académiques de l'autre. On s'est donné pour tâche de réunir systématiquement tous ces acteurs là même si ce n'est pas facile ! On veut de la transversalité et pas de logique sectorielle ! Nous avons commencé à Lyon à nous faire connaître en organisant différentes réunions d'information pour

sensibiliser les porteurs de projet locaux. L'objectif de ces réunions est d'identifier et déterminer ce qu'il convient le mieux pour accompagner l'expertise locale. Et nous allons faire de même dans les principales villes de France.

Comment l'Agence va-t-elle subsister financièrement ?

L'Agence ne fonctionne pas sur la base de subventions mais de prestations de services : nous n'avons pas de projet propre comme peut l'avoir une association, nous avons une expertise et nous construisons, autour de cette expertise, une capacité à rendre des services. Nos clients sont donc les pouvoirs publics (Etat, collectivités locales), les entreprises et la société civile.

Et puis, nous fonctionnerons également selon le principe de Genève : celui-ci introduit une clause nouvelle sur les marchés publics relatifs aux technologies de l'information selon laquelle l'entreprise qui a remporté le marché doit rétrocéder 1% du marché au FSN. C'est un principe révolutionnaire ! Le fonds ne fonctionne donc pas uniquement à travers le don mais à travers les mécanismes du marché lui-même, ce qui le différencie des autres fonds. Par ce biais, nous misons sur l'extension du marché du numérique. Nous pensons que les entreprises contributrices y gagnent puisque l'action de l'Agence leur ouvre de nouveaux marchés.

Et comment ce champ d'action mondial de l'Agence se conjugue-t-il avec son ancrage à Lyon ?

L'Agence aura un triple ancrage : local tout d'abord, d'où l'importance pour nous d'identifier les acteurs lyonnais du numérique et les porteurs de projets locaux (c'est la principale vocation du forum de septembre à), européen ensuite et enfin dans les pays du Sud qui sont bien sûr parties prenantes. Le vice-président de l'Agence est le représentant de « International Federation of Internet Processing » qui est une organisation mondiale de plus de 35000 professionnels du traitement de l'information, ce qui justifie bien sûr le rayonnement international de l'Agence.

Quelles sont les relations entre le FSN et l'Agence ?

Ce sont bien deux entités autonomes : le fonds a un statut de fondation de droit suisse, l'Agence est une association loi 1901. Chacune a un conseil d'administration avec mandats distincts. Mais bien sûr elles coopèrent, l'Agence est mandatée par le Fonds pour instruire les dossiers. Mais le Fonds n'est pas notre seul partenaire, nous avons également le gouvernement français qui nous a désigné comme son interlocuteur principal sur toutes les questions de solidarité numérique. Nous montons également un partenariat

avec Microsoft dans le cadre d'un appui aux PME d'Afrique de l'Ouest pour les aider à utiliser les TIC pour créer des emplois et pas seulement dans le numérique !

L'Agence est le fruit d'une coopération entre Genève et Lyon. Ces deux villes, proches géographiquement, manifestent par là même leur volonté de s'affirmer davantage sur la scène internationale. Vous qui êtes à la fois à Lyon et à Genève, quel est votre point de vue sur le fonctionnement à l'international des deux villes ?

Genève est le siège du plus grand nombre d'organisations internationales au monde (plus que New-York !). Mais cette « Genève Internationale » n'a pas beaucoup de relations avec la Genève « locale » politique, ou ce sont avant tout des relations protocolaires. De fait, l'expertise genevoise ne passe pas dans l'international. Contrairement à Genève, les organisations de solidarité internationale lyonnaises sont beaucoup plus en lien avec la stratégie de rayonnement international de la ville. Ceci tient notamment aux fonctionnements administratifs et politiques des deux villes qui sont bien différents.

Il y a une volonté politique de la part de Genève et de Lyon de coopérer sur des dossiers ayant une visibilité politique. Et c'est effectivement sous le signe de cette coopération que Lyon et Genève ont organisé le sommet des collectivités locales et fait en sorte qu'il ait une répercussion à l'ONU. Mais au quotidien, les réalités institutionnelles sont tellement différentes qu'il est difficile de mailler les activités et les projets des deux villes. Mais est-ce vraiment utile ? La mobilisation politique, telle qu'elle s'est exprimée au Sommet ne suffit-elle pas ?

L'ancrage de la « Genève Internationale » à Genève n'est-il pas tout de même important au regard de la pléthore d'ONG qui gravitent autour ?

Oui c'est vrai, elles sont nombreuses, mais ce sont, pour la plupart des ONG internationales dans lesquelles les gens parlent anglais et n'ont pas de lien avec la population genevoise ! Plus de 60% de la population à Genève est étrangère. Ces 60% de gens ont une activité professionnelle qui n'est pas ancrée dans le tissu économique genevois et c'est sur quoi les responsables politiques genevois n'ont pas prise ! Alors qu'à Lyon, ce tissu là fait parti de ce qui peu être exploité à l'international ! Les organisations à Genève ont toutes un statut diplomatique ou particulier qui fait que la ville peut difficilement se les approprier. C'est une barrière à laquelle il faut ajouter celle de la langue (Genève en grande majorité francophone).

De quels atouts Lyon peut-elle se prévaloir dans le champ de la solidarité internationale ?

Quantitativement il y a beaucoup plus d'acteurs à l'international à Lyon (et en Rhône-Alpes en particulier) que dans n'importe quelle ville française, c'est-à-dire des personnes qui, dans le cadre de leurs activités, ont développé des relations avec d'autres pays du monde.

Sur le plan qualitatif, Lyon a également une large palette d'activités qui touchent à l'international et une masse critique dans bien des domaines : économique, associatif et politique. Elle peut se prévaloir de pouvoir jouer sur ces trois tableaux. A Genève, ce n'est pas le cas : ce sont deux entités qui cohabitent mais qui ne sont pas en relations.

De ce point de vue, comment envisagez-vous les relations de l'Agence avec les acteurs lyonnais de la solidarité internationale ?

Elles sont bien sûr invitées au forum pour prendre connaissance, et discuter de l'offre d'expertise et des problèmes qu'elles rencontrent notamment sur la place lyonnaise.

Nous avons des relations avec Resacoop qui a tout de suite vu la complémentarité de nos mandats : nous avons un peu le même rôle que Resacoop à la différence que nous sommes spécialisés dans domaine du numérique et avons une activité à l'international.

Entretien avec Benoît Silve, directeur de Bioforce

« Ce qui va faire la visibilité de Lyon en tant que ville de la solidarité, c'est sa capacité à créer un réseau régional ».

Entretien réalisé par Geoffroy Bing le 14 mars 2006

Y a-t-il une dynamique propre à Lyon en matière de solidarité internationale ?

Paris accueille un grand nombre d'organisations de solidarité internationale et possède bien sûr une toute autre dimension que Lyon dans ce domaine. En même temps, ça ne fera jamais l'identité de Paris d'être axé sur la solidarité internationale. Par contre, vous pouvez regarder Marseille, Bordeaux ou d'autres villes dynamiques sur le plan de la solidarité internationale, vous ne trouverez pas la spécificité de Lyon et sa région qui tient à la présence d'organismes performants et efficaces. Pour être très concret, avoir comme à Lyon une organisation comme Handicap International, c'est un enjeu stratégique. C'est ce qui nous permet d'atteindre, à Lyon, une certaine masse critique. Mais en dehors d'Handicap, d'autres acteurs importants ont montré leur efficacité avec, en toute modestie, Bioforce, qui est un acteur unique de dimension européenne et qui valorise Lyon de manière évidente. Et puis il y a des réseaux comme Resacoop, le Kiosque de la Solidarité qui est en projet, des collectifs comme le SCD, le CADR, etc, donc un ensemble d'acteurs qui ont déjà l'habitude de travailler ensemble.

Vous semblez inclure Lyon dans un espace régional aussi très dynamique sur le plan de la solidarité internationale...

En effet, j'ai une vision régionale de la solidarité internationale. On voit malheureusement que la tendance est plutôt de créer des pôles multiples en Haute-Savoie, Savoie et Ardèche mais qui sont la marque de volontés trop individualistes. Il manque un ensemble qui réunirait les Conseils Généraux de la région dans une dynamique de coordination. On voit bien la volonté individuelle d'être en tête de file sur certains sujets, et ce n'est pas un gage d'efficacité à mon sens. Ce qui va faire la visibilité de Lyon en tant que ville de solidarité, c'est sa capacité à créer un réseau régional. Tout ce qui va rendre la région plus visible va rendre Lyon plus visible car Lyon est la capitale régionale.

Qu'est-ce que signifie « travailler ensemble » pour des organisations de solidarité internationale ?

C'est porter un projet collectif et opérationnel et le faire dans la durée. Il faut identifier des projets qui puissent mobiliser des énergies complémentaires. Tout commence par l'opérationnel ! On a l'habitude, trop souvent, de se réunir pour des réflexions philosophiques, des échanges d'expériences mais pas assez sur des projets concrets ! Et de réfléchir à la structure la mieux placée pour pérenniser la dynamique au delà du projet et d'en identifier d'autres pour la suite. La collectivité publique a un potentiel de rayonnement à l'international important, elle a également des financements qu'il ne faut pas négliger, elle pourrait piloter un appui auprès de l'Union Européenne pour développer ces financements, ce qui est une capacité nécessaire que peu d'organisations à part Handicap International possède véritablement. Inversement, certaines ONG ont une légitimité auprès de l'opinion publique en tant qu'acteur indépendant, elles ont également un domaine d'expertise propre. Et pourquoi pas insérer également des organismes comme la CCI, la CGPME sur un projet donné. Le Collectif solidarité Asie-GL est un concept très intéressant !

Vous raisonnez en terme d'efficacité, est-ce que cela peut inclure les petites associations pourtant nombreuses à Lyon ?

En effet, pour être légitime, une action de solidarité internationale doit être efficace ! Je suis à la recherche de l'efficacité de l'action humanitaire et je forme les gens dans ce but. Pour moi, le fractionnement du tissu associatif est plutôt un frein. Il faut consolider les organismes qui font des choses voisines. Je crois beaucoup à la notion de masse critique.

Qu'est-ce qui fait la spécificité d'une école comme Bioforce dans le milieu de la solidarité internationale ?

Bioforce est une école de l'engagement humanitaire et en même temps une école tout à fait unique par sa capacité à structurer des parcours qui ne sont pas faciles à structurer au travers, entre autres, d'un thème central qui est celui de la solidarité. Ce potentiel est encore insuffisamment exploité. Opérationnellement, Bioforce est structuré en deux pôles : un pôle de formation et un pôle dit d'orientation professionnelle qui construit des parcours de vie avec deux idées fortes : professionnaliser l'action humanitaire et offrir aux individus un parcours cohérent et construit. Pour moi, il ne faut surtout pas former les gens pour les enfermer dans un cursus monolithique, il faut leur offrir un certain nombre de savoir-faire et en même temps du savoir-être à travers la solidarité internationale, ce qui leur permet d'acquérir in fine des compétences exceptionnelles qu'ils pourront valoriser ailleurs par

la suite. Autrement dit, je ne porte absolument aucun jugement de valeur sur la solidarité par rapport à un autre milieu, c'est un choix personnel. Ma volonté, c'est de former des gens au travers de l'efficacité qu'exige la solidarité internationale, à travers un parcours complexe. Et c'est quelque chose que l'on va développer.

Que deviennent les étudiants qui passent par Bioforce ?

Les études que l'on fait montrent qu'environ la moitié des gens qui sont passés par Bioforce sont encore dans la solidarité internationale dix ans après ; le reste a réussi en grande majorité à valoriser son expérience dans d'autres filières (logistique, les organismes internationaux, etc.)

Comment se traduit le positionnement original de Bioforce dans le milieu local de la solidarité internationale ?

Il se traduit par des partenariats nombreux et variés. En effet, on ne veut pas être militants, on joue plutôt un rôle de passerelles entre la solidarité locale et la solidarité internationale, entre les entreprises et la solidarité internationale, entre les institutions et les OSI. Nous avons donc clairement un positionnement spécifique par rapport à tous ces acteurs. Nous travaillons également avec l'action civilo-militaire qui encadre certains stages de terrain. Par ailleurs, on travaille avec les plus grosses OSI comme Handicap, Triangle, avec le CADR, Resacoop mais aussi avec les petites associations dans le cadre de ce que l'on appelle les Applications de Solidarité Locale qui mobilisent nos stagiaires vers l'agglomération lyonnaise. On leur fournit des stagiaires et un encadrement. Bioforce constitue pour les acteurs de l'agglomération une ressource humaine potentielle largement sous-exploitée ! De part notre neutralité, notre mission de former les gens, nous sommes naturellement au point de rencontres d'intérêts d'un nombre important d'acteurs investis dans des actions de solidarité internationale.